

NATO SANS CLASSIFICATION

26 juin 2018

DOCUMENT
C-M(2018)0032-AS1

**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DU BUREAU
DES FORACS OTAN POUR LES EXERCICES 2015 ET 2016**

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 25 juin 2018, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note des rapports de l'IBAN sur la vérification des états financiers du Bureau des FORACS OTAN pour les exercices 2015 et 2016, joints au C-M(2018)0032, il a entériné les recommandations du RPPB visant à ce que le Bureau des FORACS OTAN soit autorisé à maintenir une réserve opérationnelle conformément aux besoins exprès des pays participants, et il a approuvé la communication au public des rapports de l'IBAN et des états financiers 2015 et 2016 correspondants.

(signé) Jens Stoltenberg
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du C-M(2018)0032 et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION



NATO SANS CLASSIFICATION

11 juin 2018

DOCUMENT

C-M(2018)0032

Procédure d'accord tacite :

25 juin 2018 17:30

**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DU BUREAU
DES FORACS OTAN POUR LES EXERCICES 2015 ET 2016**

1. On trouvera ci-joint les rapports du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers du Bureau des FORACS OTAN pour les exercices 2015 et 2016.
2. L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2015 et l'exercice 2016. Les rapports de l'IBAN ont été examinés par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) (voir annexe).
3. Je ne pense pas que cette question nécessite un débat au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au lundi 25 juin 2018 à 17h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note de ces deux rapports de l'IBAN, qu'il aura entériné les recommandations du RPPB visant à ce que le Bureau des FORACS OTAN soit autorisé à maintenir une réserve opérationnelle conformément aux besoins exprimés des pays participants et qu'il aura approuvé la communication au public des rapports de l'IBAN et des états financiers 2015 et 2016 correspondants.

(signé) Jens Stoltenberg

Annexe 1 : Rapport du RPPB
Pièce jointe 1 : Rapport de l'IBAN sur les états financiers de 2015
Pièce jointe 2 : États financiers de 2015
Pièce jointe 3 : Rapport de l'IBAN sur les états financiers de 2016
Pièce jointe 4 : États financiers de 2016

1 annexe
4 pièces jointes

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DU BUREAU
DES FORACS OTAN POUR LES EXERCICES 2015 ET 2016**

**Rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
(RPPB)**

Références :

- A. IBA-AR(2017)22 (Rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers de 2015)
- B. IBA-AR(2017)27 (Rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers de 2016)

INTRODUCTION

1. Le présent rapport porte sur la vérification des états financiers 2015 et 2016 du Bureau des FORACS OTAN.

CONTEXTE

2. Les sites de contrôle de la précision des détecteurs et des armes des forces navales de l'OTAN (FORACS OTAN) permettent à huit pays de l'Alliance de procéder à des essais navals sur trois polygones, relevant respectivement de la Norvège, de la Grèce et des États-Unis. La supervision de ces sites par les pays participants est assurée par l'intermédiaire du Comité directeur des FORACS OTAN. Le Bureau des FORACS OTAN, qui occupe quatre personnes au siège de l'OTAN, à Bruxelles, fournit des orientations techniques, assure le contrôle qualité et tient à jour une banque de données contenant les résultats des mesures.
3. L'exploitation et la maintenance courantes des installations FORACS OTAN sont financées par les pays participants sur la base d'un partage des coûts. Les installations fixes et les dépenses d'investissement font l'objet d'un financement commun au travers du programme OTAN d'investissement au service de la sécurité (NSIP). La responsabilité budgétaire des trois polygones d'essai incombe aux pays hôtes, qui agissent selon des règles budgétaires et financières qui leur sont propres. Les états financiers ne concernent que le Bureau des FORACS OTAN.

EXAMEN DE LA QUESTION

4. Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) a émis une opinion avec réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2015 et l'exercice 2016.

5. Sur les quatre questions ayant fait l'objet d'observations avec incidence sur l'opinion émise au sujet de la conformité des états financiers de 2015, deux étaient réglées, une autre restait à régler et une autre encore avait été rendue caduque par une observation formulée pour l'exercice 2016. La question ayant fait l'objet d'une observation avec incidence sur l'opinion émise concernant les états financiers ainsi que la conformité avait elle aussi été rendue caduque par une observation formulée pour l'exercice 2016. Sur les deux questions ayant fait l'objet d'observations sans incidence sur les opinions émises, l'une avait été partiellement réglée et l'autre restait à régler. Le présent rapport se concentrera dès lors sur les observations formulées par l'IBAN dans son rapport sur la vérification des états financiers de 2016.

Observations ayant eu une incidence sur l'opinion émise concernant les états financiers ainsi que la conformité

6. L'IBAN a constaté que le Bureau des FORACS OTAN s'était servi de crédits budgétaires pour financer un service à recevoir en 2017. Cela n'est pas conforme aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN (NFR) et cela a eu par ailleurs une incidence sur les états financiers. L'IBAN a recommandé au Bureau des FORACS OTAN de ne comptabiliser les charges que lorsque les biens et les services correspondants ont été reçus, de manière à ce que ses états financiers donnent une image fidèle de sa situation. Dans ses commentaires officiels, le Comité directeur des FORACS OTAN a souscrit à la recommandation dans son principe tout en faisant observer que l'agent qui a attribué le contrat au nom du Bureau des FORACS OTAN avait demandé que l'intégralité des fonds lui soient transférés avant qu'il ne signe le contrat afin d'éviter tout risque financier.

7. L'IBAN a par ailleurs relevé dans les états financiers une série d'inexactitudes et d'erreurs qui, considérées dans leur ensemble, sont révélatrices d'insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier. Le Comité directeur des FORACS OTAN a reconnu qu'il était nécessaire d'apporter des améliorations dans ce domaine.

Autres observations

8. L'IBAN a constaté que le Bureau des FORACS OTAN continuait de recourir à un « fonds de réserve de gestion », contrevenant ainsi au NFR. Cette question continue de justifier la formulation d'une opinion avec réserve sur la conformité. L'IBAN a constaté qu'au lieu d'être annulées, des autorisations non engagées avaient été conservées sans être destinées à une fin bien précise, pour financer d'éventuels besoins urgents. Dans sa recommandation, l'IBAN a indiqué que, si le Comité directeur des FORACS OTAN était convaincu de la nécessité d'un tel fonds, il devait solliciter l'approbation par le Conseil d'une dérogation aux articles 24.2 et 29.3 du NFR.

9. À sa réunion du 3 novembre 2017, le Comité directeur des FORACS OTAN a réaffirmé qu'il considérait que le maintien d'une réserve opérationnelle¹ était essentiel pour

¹ Fin 2016, la réserve s'élevait à 547 623,09 EUR.

répondre aux besoins des FORACS OTAN et que tel était le cas depuis dix ans. Cette réserve est alimentée exclusivement par les contributions financières directes des pays signataires du MOU des FORACS OTAN. Elle n'est pas financée sur des fonds communs ni sur d'autres fonds OTAN. Le Comité directeur des FORACS OTAN avait déjà accepté que le montant détenu au titre de la réserve soit plafonné à 20 % du budget annuel de fonctionnement des FORACS OTAN (la limite dans les circonstances actuelles serait dès lors de 1 MEUR).

10. Le Bureau des FORACS OTAN est une entité OTAN multinationale qui est tenue de se conformer au NFR. Les demandes de dérogation au NFR doivent en principe faire l'objet d'un avis distinct à l'adresse du Conseil. Ce dernier a déjà approuvé des demandes similaires émanant des organes directeurs de la NAPMO², de la NAGSMO³ et de la NSPO⁴. Le RPPB appuie la décision du Comité directeur des FORACS OTAN de maintenir une réserve opérationnelle plafonnée à 20 % du budget annuel de fonctionnement, conformément aux besoins exprès des pays participants.

11. Le RPPB note par ailleurs que le Bureau des FORACS OTAN a encore des progrès à faire pour parvenir à la conformité avec les articles du NFR concernant le contrôle interne, la gestion des risques et l'audit interne, même si ses efforts doivent être proportionnels à sa taille et à l'importance de ses activités et de ses opérations.

RECOMMANDATIONS

12. Le RPPB recommande au Conseil :

12.1. de prendre note des rapports de l'IBAN (références A et B) ;

12.2. de noter que le Comité directeur des FORACS OTAN a réaffirmé qu'il considérerait que le maintien d'une réserve opérationnelle était essentiel ;

12.3. d'entériner l'approche suivie par le Comité directeur des FORACS OTAN, qui consiste à maintenir une réserve opérationnelle plafonnée à 20 % du budget annuel de fonctionnement, conformément aux besoins exprès des pays participants ;

12.4. d'approuver la communication au public du présent rapport, des rapports de l'IBAN et des états financiers 2015 et 2016 correspondants.

² PO(2015)0751.

³ C-M(2017)0011.

⁴ C-M(2017)0048.

NATO SANS CLASSIFICATION

ANNEXE 1

**Note succincte
du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur la vérification des états financiers
du Bureau des FORACS OTAN
pour l'exercice clos le 31 décembre 2015**

Les sites de contrôle de la précision des détecteurs et des armes des forces navales de l'OTAN (FORACS OTAN) se chargent de l'étalonnage complet des détecteurs associés aux systèmes d'armes d'unités navales de l'OTAN comme les navires de surface, les sous-marins et les hélicoptères de lutte anti-sous-marine. Les mesures sont effectuées sur trois polygones FORACS OTAN, relevant respectivement de la Norvège, de la Grèce et des États-Unis.

La gestion d'ensemble du programme incombe au Comité directeur des FORACS OTAN, qui a pour organe exécutif le Bureau des FORACS OTAN, implanté au siège de l'OTAN. En 2015, la dotation budgétaire du Bureau des FORACS OTAN (reports compris) s'élevait à 3,05 millions d'euros, et les dépenses au titre du budget ont représenté 885 894 euros (EUR).

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé sept observations. On trouvera ci-après un relevé des principales constatations.

Quatre des observations ont une incidence sur l'opinion émise au sujet de la conformité :

1. recours à un fonds de réserve de gestion contrevenant au Règlement financier de l'OTAN ;
2. publication tardive des états financiers ;
3. absence de déclaration sur le contrôle interne ;
4. absence de justificatifs à l'appui du report de crédits budgétaires.

L'une des observations a une incidence sur l'opinion émise par le Collège concernant les états financiers ainsi que la conformité :

5. insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier.

Les deux autres observations n'ont pas d'incidence sur les opinions émises :

6. retards importants dans la communication des informations nécessaires à l'audit ;
7. efforts sur la voie de la conformité avec la version révisée du Règlement financier de l'OTAN, et en particulier avec les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne.

Le Collège a par ailleurs fait le point sur la suite donnée à quatre observations formulées lors de précédents audits, et il a constaté qu'il restait une question à régler, ce qui l'a amené à émettre une réserve concernant la conformité des états financiers de 2015, et que les trois autres questions avaient été rendues caduques par des observations formulées pour l'exercice 2015.

Pour les commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN, on se reportera à l'appendice à l'annexe 3.

15 décembre 2017

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

DU BUREAU DES FORACS OTAN

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

**OPINION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD****Rapport sur les états financiers**

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers du Bureau des FORACS OTAN, qui se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et de diverses notes explicatives. Le Collège a également vérifié l'état de l'exécution du budget pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Responsabilité de la direction

La direction est chargée d'établir les états financiers conformément au cadre comptable OTAN et au Règlement financier de l'OTAN (NFR) tels qu'ils ont été fixés par le Conseil de l'Atlantique Nord, et de veiller à ce qu'ils donnent une image fidèle de la situation de l'entité. Elle est ainsi responsable de la conception, de l'application et de la tenue d'un système de contrôle interne de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du Collège

Il incombe au Collège de formuler sur ces états financiers une opinion qui soit fondée sur son travail de vérification, lequel aura été effectué conformément aux dispositions de sa charte et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que le Collège respecte certains principes déontologiques, et qu'il planifie et effectue sa vérification de manière à parvenir à une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à appliquer des procédures permettant d'obtenir des éléments probants relatifs aux montants et aux informations figurant dans les états financiers. Les procédures retenues à cette fin sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, qui évalue notamment les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Pour l'évaluation de ces risques, le système de contrôle interne sur lequel s'appuient l'établissement et la présentation des états financiers de l'entité concernée est pris en considération, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Il s'agit aussi de déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables faites par la direction sont raisonnables, ainsi que d'évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur les états financiers

N'ayant pu obtenir un rapprochement détaillé par rapport au solde présenté dans l'état de la situation financière, le Collège n'a pas disposé de suffisamment d'éléments pour déterminer si les sommes à payer inscrites dans l'état de la situation financière donnaient une image fidèle de la situation. En outre, la non-réévaluation en fin d'exercice des éléments monétaires libellés en devises a eu une incidence importante sur les soldes présentés dans l'état de la situation financière. Enfin, les excédents cumulés au titre des projets ont été inscrits sous la rubrique « Actif net », alors qu'en 2014, ils l'avaient été sous la rubrique « À payer ». Il s'agit là d'un changement de méthode comptable, et les éléments justifiant un tel changement n'ont pas été communiqués au Collège ni présentés dans les notes jointes aux états financiers. On trouvera plus de détails à ce sujet sous l'observation 4 de la lettre d'observations et de recommandations jointe à la présente opinion.

Opinion avec réserve sur les états financiers

L'opinion du Collège est que, à l'exception des effets avérés et des effets possibles des questions mentionnées dans la section précédente, les états financiers donnent, à tous égards significatifs, une image fidèle, conforme au cadre comptable OTAN, de la situation financière du Bureau des FORACS OTAN au 31 décembre 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Rapport sur la conformité

Responsabilité de la direction

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de l'établissement et de la présentation des états financiers, la direction est chargée de veiller à ce que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers soient conformes aux dispositions du NFR et du Règlement du personnel civil de l'OTAN telles qu'elles ont été fixées par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Responsabilité du Collège

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de la formulation d'une opinion sur les états financiers, le Collège est chargé de se prononcer sur le point de savoir si les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au NFR et au Règlement du personnel civil de l'OTAN. Il lui incombe notamment d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les fonds ont été utilisés pour le règlement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur dans le domaine financier et en matière de

personnel. De telles procédures prévoient notamment l'évaluation des risques de non-conformité significative.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur la conformité

Le Collège a constaté qu'au 31 décembre 2015, le Bureau des FORACS OTAN détenait 481 000 EUR d'excédents cumulés au titre des projets. Ces excédents constituent une réserve de gestion, destinée à financer des besoins urgents. L'existence d'une telle réserve contrevient aux articles 24.2 et 29.3 du NFR, qui prévoient respectivement que les autorisations non engagées tombent en annulation en fin d'exercice et que le montant de chaque tranche est calculé de façon que le total des avoirs en caisse reste limité au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante.

Selon le NFR, le contrôleur des finances doit présenter les états financiers au Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers. Les états financiers du Bureau des FORACS OTAN pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 n'ont toutefois été présentés pour audit que le 22 juillet 2016. Par ailleurs, le NFR dispose qu'une déclaration sur le contrôle interne doit être établie chaque année et signée par le chef d'organisme OTAN et par le contrôleur des finances. Or aucune déclaration sur le contrôle interne n'a été publiée pour l'exercice 2015.

Le NFR exige la mise en place d'un système de contrôle interne. Le Collège a constaté des insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier au sein du Bureau des FORACS OTAN. Au cours de son audit, il a en effet relevé des inexactitudes significatives ainsi que diverses erreurs que le contrôle interne n'a permis ni d'éviter ni de repérer.

Le Collège n'a par ailleurs pas reçu les justificatifs correspondant au report de crédits budgétaires d'un montant de 135 000 EUR. De plus, aucun examen n'a été réalisé pour déterminer s'il fallait reporter ou annuler ces engagements. Une partie des crédits reportés a par la suite été annulée, à hauteur de 52 000 EUR.

Enfin, le Collège a constaté qu'il n'y avait pas eu de rapprochement des soldes bancaires en 2015. C'est là une autre insuffisance significative dans le contrôle interne du compte rendu financier.

Opinion avec réserve sur la conformité

L'opinion du Collège est que, à l'exception des questions mentionnées dans la section précédente, les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers du Bureau des FORACS OTAN sont, à tous égards significatifs, conformes au NFR et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Bruxelles, le 15 décembre 2017

Hervé-Adrien Metzger
Président

15 décembre 2017

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT

LE BUREAU DES FORACS OTAN

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Introduction

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers du Bureau des FORACS OTAN pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, et il a émis une opinion avec réserve à leur sujet ainsi que sur la conformité.

Observations et recommandations

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé sept observations.

Quatre des observations ont une incidence sur l'opinion émise au sujet de la conformité :

1. recours à un fonds de réserve de gestion contrevenant au Règlement financier de l'OTAN ;
2. publication tardive des états financiers ;
3. absence de déclaration sur le contrôle interne ;
4. absence de justificatifs à l'appui du report de crédits budgétaires.

L'une des observations a une incidence sur l'opinion émise par le Collège concernant les états financiers ainsi que la conformité :

5. insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier.

Les deux autres observations n'ont pas d'incidence sur les opinions émises :

6. retards importants dans la communication des informations nécessaires à l'audit ;
7. efforts sur la voie de la conformité avec la version révisée du Règlement financier de l'OTAN, et en particulier avec les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne.

Le Collège a par ailleurs fait le point sur la suite donnée à quatre observations formulées lors de précédents audits, et il a constaté qu'il restait une question à régler, ce qui l'a amené à émettre une réserve concernant la conformité des états financiers de 2015, et que les trois autres questions avaient été rendues caduques par des observations formulées pour l'exercice 2015.

La présente lettre d'observations et de recommandations a été soumise au Comité directeur des FORACS OTAN, dont les commentaires officiels ont ensuite été intégrés dans la lettre (appendice à l'annexe 3).

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS**1. RECOURS À UN FONDS DE RÉSERVE DE GESTION CONTREVENANT AU NFR****Contexte**

1.1 Selon l'article 24.2 de la version révisée du NFR, les autorisations non engagées tombent en annulation en fin d'exercice. L'article 25.6 de la version révisée du NFR prévoit quant à lui que le comité financier compétent, s'il y est habilité par l'organe directeur concerné, peut, avant le 31 décembre, accepter un report spécial d'autorisations non engagées qui sont destinées à une fin bien précise s'il reçoit une demande dûment motivée à cet effet avant le 1^{er} décembre. Par ailleurs, d'après l'article 29.3 de la version révisée du NFR, il convient de calculer le montant de chaque tranche de contribution de façon que le total des avoirs en caisse reste limité au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante.

Observation

1.2 Le Collège a constaté qu'au 31 décembre 2015, le Bureau des FORACS OTAN détenait 481 000 EUR d'excédents cumulés au titre des projets. Il est indiqué dans les états financiers qu'une part importante de ces excédents devait servir à financer la mise à niveau d'un système informatique utilisé par les FORACS OTAN dans le cadre de leurs activités. Or il a été signalé au Collège lors de l'audit que ce n'était pas le cas. Les excédents cumulés au titre des projets devaient servir à financer des besoins urgents et n'étaient pas destinés à une fin bien précise (il s'agit d'une réserve de gestion). Ces autorisations n'ayant pas été engagées, elles devraient tomber en annulation, et le total des avoirs en caisse devrait être limité, ainsi que le prévoit l'article 29.3 de la version révisée du NFR.

Recommandation

1.3 Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN de se conformer à l'article 29.3 de la version révisée du NFR et de limiter les avoirs en caisse au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante. Si, néanmoins, le Comité directeur des FORACS OTAN est convaincu de la nécessité d'une telle réserve de gestion, il doit solliciter l'approbation par le Conseil d'une dérogation aux articles 24.2 et 29.3 de la version révisée du NFR.

2. PUBLICATION TARDIVE DES ÉTATS FINANCIERS**Contexte**

2.1 Aux termes de l'article 35 du NFR, « [d]es états financiers annuels propres aux différents organismes OTAN, consolidés s'il y a lieu, sont soumis au Collège international

des commissaires aux comptes de l'OTAN par le contrôleur des finances aux fins d'audit, au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers ».

Observation

2.2 Les états financiers 2015 du Bureau des FORACS OTAN n'ont été soumis au Collège que le 22 juillet 2016, soit après l'échéance fixée dans le NFR. Un tel retard empêche le Collège de procéder à la vérification des états financiers dans des conditions satisfaisantes et d'en présenter les résultats au Conseil en temps voulu. L'utilité des états financiers s'en trouve quelque peu limitée.

Recommandation

2.3 Le Collège recommande qu'à l'avenir, les états financiers du Bureau des FORACS OTAN soient présentés pour le 31 mars, échéance fixée dans le NFR.

3. ABSENCE DE DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE

Contexte

3.1 Aux termes des articles 3.1 et 3.2 du NFR, le chef d'organisme OTAN est chargé « d'assurer à tout moment une saine gestion financière et de mettre en place les mécanismes de gouvernance nécessaires à cet effet, tout en respectant [son] obligation de rendre compte. Dans ce contexte, [il] veille notamment à mettre en place des mesures de gouvernance financière, des pratiques de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière, puis à les tenir à jour, afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources. L'attachement à [ces dispositions] est confirmé chaque année par la signature des états financiers et [de la] déclaration sur le contrôle interne. [Ces deux documents] doivent être signés par le chef d'organisme OTAN et le contrôleur des finances. »

Observation

3.2 Aucune déclaration sur le contrôle interne n'a été publiée pour l'exercice 2015. Ce document doit être signé par le chef de projet et directeur technique ainsi que par le contrôleur des finances.

Recommandation

3.3 Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN de présenter la déclaration sur le contrôle interne, dûment signée, au moment de la publication des états financiers.

4. ABSENCE DE JUSTIFICATIFS À L'APPUI DU REPORT DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Contexte

4.1 Selon l'article 25.3 du NFR, l'autorisation qui a été engagée du fait d'une obligation juridique et qui n'a pas encore donné lieu à la fourniture de biens et de services lorsque l'exercice s'achève est automatiquement reportée pour être utilisée le plus rapidement possible au cours des deux exercices suivants.

Observation

4.2 Le Collège a constaté que le Bureau des FORACS OTAN avait reporté sur 2016 tous les engagements non clôturés au 31 décembre 2015, sans les examiner pour déterminer s'ils devaient être annulés. Le montant total des crédits ainsi reportés sur 2016 est de 135 003 EUR. Le Collège a demandé qu'un relevé détaillé de ces engagements non clôturés lui soit transmis, mais cette requête est restée sans suite à ce jour. Il a noté que, selon l'état de l'exécution du budget 2016, les crédits reportés de 2015 s'élèvent à 133 455 EUR et que, fin 2016, une partie de ces crédits n'ayant pas été utilisés, ils ont été annulés, à hauteur de 52 048 EUR.

Recommandation

4.3 Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN de procéder à l'examen des engagements non clôturés en fin d'exercice afin de déterminer s'il faut les reporter sur l'exercice suivant ou les annuler.

5. INSUFFISANCES SIGNIFICATIVES DANS LE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE RENDU FINANCIER

Contexte

5.1 Ainsi que le prévoit le NFR, il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle financier interne et de l'établissement des états financiers conformément au cadre comptable OTAN.

Observations

5.2 Le Collège a constaté des inexactitudes significatives ainsi que l'absence de justificatifs à l'appui de certains soldes, comme indiqué ci-dessous.

- a) Le solde du poste « à payer » consigné dans le grand livre auxiliaire ne correspond pas au solde mentionné dans l'état de la situation financière. La différence, résultat net d'une série d'écarts, est de 36 480 EUR. C'est un

montant significatif pour le Bureau des FORACS OTAN. Le Collège a interrogé le Bureau des FORACS OTAN à ce sujet, mais celui-ci n'a pas été en mesure de fournir une explication.

- b) Les états financiers ont été publiés sans qu'il soit procédé à une réévaluation des actifs et passifs monétaires libellés en devises. Le Collège n'a pas été en mesure de chiffrer les incidences de cette absence de réévaluation sur les sommes à payer, ne disposant pas de toutes les informations concernant ce compte (voir le point a) ci-dessus). Néanmoins, l'absence de réévaluation a entraîné une sous-évaluation des liquidités à hauteur de 21 188 EUR et une surévaluation des créances à hauteur de 46 820 EUR. Par ailleurs, la note 2 jointe aux états financiers précise que les actifs et passifs monétaires en fin d'exercice qui étaient libellés en devises ont été convertis en euros sur la base des taux de change OTAN en vigueur au 31 décembre 2015.

5.3 Le Collège a également relevé les erreurs ci-dessous dans les états financiers.

- a) Les excédents cumulés au titre des projets ont été inscrits sous la rubrique « Actif net », alors qu'en 2014, ils l'avaient été sous la rubrique « À payer ». Il s'agit là d'un changement de méthode comptable, et les éléments justifiant un tel changement n'ont pas été présentés dans les notes jointes aux états financiers, contrairement à ce que prévoit le cadre comptable OTAN. Le Collège a demandé au Bureau des FORACS OTAN de lui exposer les raisons de ce changement, mais il n'a pas reçu de réponse (voir également l'observation de la section 1).
- b) Une facture de l'Agence OTAN d'information et de communication relative aux frais d'administration d'un projet n'a pas été correctement enregistrée en 2015. De ce fait, les dépenses ont été sous-évaluées et les paiements anticipés (actif) ont été surévalués de 9 470 EUR.
- c) Il est indiqué dans l'état de l'exécution du budget que des crédits de 2014 reportés sur 2015 ont fait l'objet de transferts entre chapitres pour un montant de 19 590 EUR. En réalité, il ne s'agissait pas de transferts mais d'une simple modification de la classification découlant du passage au nouveau système de planification des ressources d'entreprise.
- d) La note 2 jointe aux états financiers précise que le Bureau des FORACS OTAN n'a pas de passif à long terme. Or un montant de 25 844 EUR est mentionné dans l'état de la situation financière sous la rubrique « Passif à long terme ».
- e) Les montants indiqués dans le tableau des flux de trésorerie ne correspondent pas aux soldes mentionnés dans l'état de la situation financière, comme cela devrait être le cas. Par exemple, le tableau des flux de trésorerie fait état d'une hausse des sommes à payer de 4 390 377 EUR, alors que l'état de la situation financière mentionne 3 673 795 EUR.

Recommandations

5.4 Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN :

- a) de mettre en place des procédures internes solides qui définissent les responsabilités, les exigences et les contrôles associés à l'établissement des états financiers, le but étant de faire en sorte que ceux-ci soient exempts de toute inexactitude significative et de toute autre erreur ou omission ;
- b) de constater les actifs et passifs monétaires non libellés en euros après les avoir réévalués sur la base des taux de change OTAN officiels en vigueur en fin d'exercice ;
- c) de ne faire apparaître dans l'état de la situation financière que les actifs et passifs qui sont assortis des éléments probants nécessaires et de conserver les pièces justificatives à des fins d'audit ;
- d) d'améliorer le contrôle interne du compte rendu financier de manière à être certain que toutes les dépenses sont consignées dans les états financiers.

6. RETARDS IMPORTANTS DANS LA COMMUNICATION DES INFORMATIONS NÉCESSAIRES À L'AUDIT

Contexte

6.1 Le Collège applique les normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI). Selon l'ISSAI 1260, l'auditeur est tenu de signaler les difficultés majeures qu'il a rencontrées au cours de la vérification des états financiers.

Observation

6.2 Au cours de la vérification des états financiers 2015 du Bureau des FORACS OTAN, d'importants retards ont été constatés dans la communication, par le Bureau du contrôle financier du SI, des informations nécessaires à l'audit. De plus, le Collège n'a jamais reçu certaines des informations demandées. Il en résulte que le Collège n'a pas pu procéder à la vérification des états financiers dans des conditions satisfaisantes et que la présentation des résultats de l'audit au Conseil a été considérablement retardée. L'utilité des états financiers s'en trouve quelque peu limitée.

Recommandation

6.3 Le Collège recommande que le Bureau du contrôle financier du SI lui transmette les informations requises en temps voulu. Pour pouvoir respecter ses propres échéances, le Collège se montrera moins souple lors de ses prochains audits.

7. EFFORTS SUR LA VOIE DE LA CONFORMITÉ AVEC LA VERSION RÉVISÉE DU RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT INTERNE

Contexte

7.1 Le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé la version révisée du Règlement financier de l'OTAN (NFR) en date du 4 mai 2015. Il s'agissait de la première révision de ce texte en plus de trente ans. Bien que l'article 36 de cette nouvelle version prévoie que le Règlement entre en vigueur dès son approbation (à savoir le 4 mai 2015), le Conseil a reconnu que l'on ne pouvait s'attendre à sa pleine application avant la fin de 2015. Par ailleurs, il est stipulé à l'article 4 que « le comité financier [...] adopte [...] une série de règles et procédures financières [FRP] qui donnent des orientations supplémentaires propres à assurer la bonne exécution du présent Règlement ».

7.2 Les dispositions du NFR révisé sont plus explicites que celles de la version précédente s'agissant de la gestion des risques (article 11), du contrôle interne (article 12), de l'audit interne (article 13) et de l'établissement d'une commission consultative sur l'audit (article 16). Selon ces dispositions, il faut définir des procédures de gestion des risques conformes aux critères d'efficacité, d'efficience et d'économie, mettre en place les fonctions de gestion nécessaires à un contrôle interne efficace, donner aux organismes OTAN accès à une fonction d'audit interne permanente, dotée de ressources suffisantes et exercée conformément aux normes d'audit interne reconnues au niveau international, et établir une commission consultative sur l'audit. L'article 25 permet quant à lui l'engagement de crédits budgétaires correspondant aux biens et services à recevoir pendant l'exercice.

7.3 Cette nouvelle version du NFR est l'occasion pour les organismes OTAN de renforcer et de codifier leur cadre général de contrôle interne, y compris la gestion des risques. Elle prévoit aussi la mise en place de fonctions d'audit interne, qu'elles soient assurées au sein même des organismes ou externalisées, l'objectif déclaré étant d'obtenir une capacité d'analyse approfondie de l'efficacité et de l'efficience des activités et des contrôles internes, y compris la gestion des risques. Enfin, le Conseil veillera à ce que les FRP soient, dans toute la mesure possible, cohérentes dans l'ensemble de l'OTAN.

Observations

7.4 Le Collège a constaté que le Bureau des FORACS OTAN avait fait peu de progrès s'agissant de se conformer aux dispositions de la nouvelle version du NFR.

7.5 Cette constatation n'a en fait rien de surprenant sachant que les FRP, plus détaillées, demandées à l'article 4 de la version révisée du NFR n'ont été approuvées qu'à la fin du mois de février 2016. Par ailleurs, les modifications apportées au NFR sont considérables, et le Collège reconnaît qu'il faudra un certain temps pour les appliquer correctement. La bonne application des dispositions devrait permettre au Bureau des

FORACS OTAN de tirer de réels avantages de la nouvelle version du NFR et pas simplement de montrer qu'il respecte les nouvelles exigences.

7.6 Compte tenu de ce qui précède, 2015 reste une année de transition pour le Bureau des FORACS OTAN. Le Collège attend du Bureau des FORACS OTAN qu'il se conforme pleinement au NFR en 2017. Il a une fois de plus décidé de rendre compte des progrès réalisés à l'égard de certains des articles révisés du NFR et de formuler des recommandations sur cette base. Les observations ainsi faites n'auront pas d'incidence sur l'opinion relative à la conformité pour l'exercice 2015.

7.7 Le Collège fait le point de la situation dans les domaines énumérés ci-après.

Article 11 – Gestion des risques

7.7.1 Le Collège a constaté que le Bureau des FORACS OTAN disposait d'une procédure de gestion des risques, y compris des registres des risques, axée sur les risques opérationnels. En revanche, le Bureau n'a pas encore adopté de normes de gestion des risques liés au compte rendu financier et à la conformité. Dès lors, le registre des risques du Bureau des FORACS OTAN ne tient pas compte des risques liés à l'information financière et à la conformité.

Article 12 – Contrôle interne

7.7.2 L'article 12 du NFR prévoit qu'il soit procédé à un examen et à une évaluation périodiques des risques et du bon fonctionnement du système de contrôle interne. Selon les FRP XII, alinéa 3) (e), la déclaration sur le contrôle interne doit comporter une référence au cadre de contrôle interne utilisé pour l'évaluation.

7.7.3 Le Collège a constaté que le Bureau des FORACS OTAN ne s'était pas encore doté officiellement d'un cadre de contrôle interne spécifique pour l'évaluation de son système de contrôle interne, comme le prévoient pourtant les FRP XII. Un certain nombre d'autres organismes OTAN, dont le Commandement allié Opérations (ACO), le Commandement allié Transformation (ACT), l'Organisation OTAN d'information et de communication (NCIO), l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA) et l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), ont adopté le cadre du COSO (*Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*). L'adoption d'un cadre spécifique par ces organismes constitue un grand pas en avant. Un tel cadre est indispensable pour garantir et pour montrer clairement à tous qu'un système complet de contrôle interne et de gestion des risques est en place. Tant que le Bureau des FORACS OTAN ne se sera pas doté d'un cadre de contrôle interne spécifique, n'aura pas produit la documentation correspondante et n'aura pas procédé à l'évaluation de son système de contrôle interne, le Collège ne sera pas en mesure de déclarer qu'un système complet de contrôle interne conforme à l'article 12 de la version révisée du NFR est bien en place.

Article 13 – Audit interne

7.7.4 Le Collège a constaté qu'aucune activité d'audit interne n'avait été réalisée au sein du Bureau des FORACS OTAN. De ce fait, on ne peut affirmer à ce stade que le Bureau des FORACS OTAN a effectué un travail d'audit interne aux fins d'une analyse approfondie, dans l'ensemble de l'entité, de l'exposition aux risques et de l'efficacité des contrôles internes pour ce qui est de la gestion des risques inhérents à la gouvernance, à l'exploitation et aux systèmes d'information, ainsi que le prévoit l'article 13 de la version révisée du NFR.

Article 16 – Commission consultative sur l'audit

7.7.5 Le Collège a constaté que la Commission consultative sur l'audit du SI était aussi compétente pour les bureaux de projet, tels que le Bureau des FORACS OTAN, placés sous le contrôle financier du SI. Cette Commission s'est réunie pour la première fois au dernier trimestre de 2017.

Article 25 – Engagements, autorisations de programme et reports

7.7.6 L'article 25.1 (a) du NFR prévoit que, dès que leurs budgets supplémentaires sont approuvés, les organismes OTAN peuvent engager les dépenses correspondant aux biens et services à recevoir pendant l'exercice. Le Collège a constaté que des crédits budgétaires devant être annulés fin 2014 avaient été utilisés pour alimenter un budget supplémentaire sur la base d'une approbation donnée par le Comité directeur en novembre 2014. Le Collège a par ailleurs constaté que le Bureau des FORACS OTAN s'était également servi des crédits supplémentaires de 2015 pour procéder à des engagements correspondant à des biens et des services à recevoir au cours d'exercices futurs.

Recommandations

7.8 Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN :

- a) Le Bureau des FORACS OTAN devrait veiller à ce que sa politique de gestion des risques et ses registres des risques tiennent compte des risques liés au compte rendu financier et à la conformité.
- b) En application des FRP XII, alinéa 3) (e), le Bureau des FORACS OTAN devrait se doter d'un cadre de contrôle interne spécifique pour l'évaluation de son système de contrôle interne, prévue par l'article 12 du NFR. Étant donné que d'autres entités OTAN ont déjà adopté le cadre de contrôle interne du COSO, susceptible d'être utilisé par des entités de toutes tailles, le Bureau des FORACS OTAN devrait envisager d'adopter lui aussi ce cadre.
- c) En coordination avec le SI, lorsqu'il y a lieu, le Bureau des FORACS OTAN devrait entamer un travail d'évaluation et de consignation par écrit du fonctionnement du système de contrôle interne et des procédures de gestion des risques, afin de se conformer aux articles 11 et 12 du NFR, aux FRP XI et XII et au cadre de contrôle interne qu'il aura choisi.

- d) Le Bureau des FORACS OTAN devrait veiller, en recourant à l'externalisation si elle est jugée plus intéressante sur le plan financier, à ce que les activités d'audit interne comportent une analyse de la gestion des risques et du contrôle interne dans l'ensemble du Bureau des FORACS OTAN.
- e) Le Bureau des FORACS OTAN devrait veiller à ce que les crédits budgétaires supplémentaires ne servent qu'à engager les dépenses correspondant à des biens et des services à recevoir pendant l'exercice. Il devrait recourir à des autorisations de programme pour les biens et les services à recevoir au cours d'exercices futurs.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations et aux recommandations formulées à l'issue d'audits précédents. On en trouvera un récapitulatif dans le tableau ci-dessous.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
Rapport d'audit 2014 IBA-AR(2015)18, paragraphe 1.6 Faiblesses dans le processus d'établissement et d'examen des états financiers Recommandation du Collège Le Collège recommande que les états financiers soient établis, examinés et publiés dans les délais fixés par le NFR.	Les états financiers de 2015 n'ont été publiés qu'en juillet 2016 et ils ne contenaient pas de déclaration sur le contrôle interne.	Question rendue caduque par les observations 2 et 3 formulées pour l'exercice 2015.
Rapport d'audit 2014 IBA-AR(2015)18, paragraphe 1.7 Faiblesses dans le processus d'établissement et d'examen des états financiers Recommandation du Collège Le Collège recommande de mettre en place des procédures internes solides qui définissent les responsabilités, les exigences et les contrôles associés à l'établissement des états financiers, le but étant de faire en sorte que ceux-ci soient exempts de toute erreur de chiffres, de toute incohérence, ou de toute autre erreur.	Des insuffisances significatives demeurent dans le contrôle interne du compte rendu financier. Voir l'observation 3 formulée pour l'exercice 2015.	Question rendue caduque par l'observation 5 formulée pour l'exercice 2015.
Rapport d'audit 2014 IBA-AR(2015)18, paragraphe 2.3 Séparation des tâches – Rapprochements bancaires Recommandation du Collège Le Collège recommande qu'un rapport de rapprochement bancaire soit établi régulièrement, et pas uniquement en fin d'exercice. De plus, le Bureau des FORACS OTAN devrait veiller à ce que la séparation des tâches soit appropriée : les rapprochements bancaires devraient être signés à la fois par le préparateur et par le chef de la trésorerie (ou son adjoint) en sa qualité d'examineur.	Aucun rapprochement bancaire mensuel n'a été effectué en 2015. En raison de l'implémentation du système ERP, il n'y a toujours pas eu de rapprochement en 2015.	Question restant à régler.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
Rapport d'audit 2013 IBA-AR(2014)23, paragraphe 1.2 Excédents cumulés Recommandation du Collège Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN et au Comité directeur de s'attacher à réduire le montant détenu au titre de la réserve pour budget supplémentaire, afin qu'il corresponde au montant approuvé.	Au 31 décembre 2015, la réserve pour budget supplémentaire s'élevait à 481 169 EUR ; ce montant est inférieur au plafond (20 % du budget de fonctionnement combiné) approuvé par le Comité directeur.	Question rendue caduque par l'observation 1 formulée pour l'exercice 2015.

**COMMENTAIRES OFFICIELS DU COMITÉ DIRECTEUR DES FORACS OTAN
CONCERNANT LA LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS**

**OBSERVATION 1 : PARAGRAPHE 1.3
RECOURS À UN FONDS DE RÉSERVE DE GESTION CONTREVENANT AU NFR**

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Comité directeur prend note de la recommandation du Collège. À sa réunion du 3 novembre 2017, le Comité directeur des FORACS OTAN a réaffirmé qu'il considérait que la constitution d'une réserve opérationnelle était essentielle au bon fonctionnement du projet FORACS et que tel était le cas depuis dix ans. Une demande de dérogation à la version révisée du NFR sera introduite.

**OBSERVATION 2 : PARAGRAPHE 2.3
PUBLICATION TARDIVE DES ÉTATS FINANCIERS**

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Comité directeur souscrit à la recommandation. Les états financiers de 2016 ont été publiés dans les délais impartis.

**OBSERVATION 3 : PARAGRAPHE 3.3
ABSENCE DE DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE**

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Comité directeur souscrit à la recommandation. Les états financiers de 2016 contiennent une déclaration sur le contrôle interne.

**OBSERVATION 4 : PARAGRAPHE 4.3
ABSENCE DE JUSTIFICATIFS À L'APPUI DU REPORT DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Comité directeur souscrit à la recommandation. Un processus d'examen en fin d'exercice a été mis en place. Le problème tient au fait que le Bureau des FORACS OTAN devait se familiariser avec les dispositions de la version révisée du NFR concernant les pratiques en matière d'engagement.

**OBSERVATION 5 : PARAGRAPHE 5.4
INSUFFISANCES SIGNIFICATIVES DANS LE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE
RENDU FINANCIER**

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Comité directeur souscrit aux recommandations.

**OBSERVATION 6 : PARAGRAPHE 6.3
RETARDS IMPORTANTS DANS LA COMMUNICATION DES INFORMATIONS
NÉCESSAIRES À L'AUDIT**

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Comité directeur souscrit à la recommandation.

**OBSERVATION 7 : PARAGRAPHE 7.8
EFFORTS SUR LA VOIE DE LA CONFORMITÉ AVEC LA VERSION RÉVISÉE DU
RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES
RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT
INTERNE**

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Comité directeur souscrit aux recommandations.

Le tableau des risques opérationnels est examiné officiellement deux fois par an par le Groupe de planification stratégique des FORACS OTAN, et il est approuvé chaque année par le Comité directeur des FORACS OTAN.

Le Bureau des FORACS OTAN officialisera l'adoption du COSO comme cadre de contrôle interne.

S'agissant de l'audit interne, le Bureau des FORACS OTAN bénéficie directement des activités d'audit interne menées au niveau du SI dans la mesure où tout le soutien administratif, humain et financier qu'il reçoit est fourni par le SI de l'OTAN, dont l'audit interne est réalisé par le Service Audit interne du SI. Compte tenu du niveau relativement modeste du budget du Bureau des FORACS OTAN, il convient de tenir compte du rapport coût-avantage avant d'envisager l'organisation d'autres activités d'audit interne.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS ANTÉRIEURES

PARAGRAPHE 2.3

SÉPARATION DES TÂCHES – RAPPROCHEMENTS BANCAIRES

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Comité directeur souscrit à la recommandation. L'ERP procède automatiquement et quotidiennement à un rapprochement portant sur la plupart des opérations de trésorerie et fournit un état actualisé des mouvements de trésorerie sans correspondance ainsi que de la date à laquelle ils ont été effectués. Les services du SI procèdent à des rapprochements entre les relevés bancaires et le module de gestion de la trésorerie du système comptable. Par ailleurs, des rapprochements sont mis en place au niveau du grand livre général.

NATO UNCLASSIFIED

FC(2016)086

NATO FORACS OFFICE
FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31/12/2015
FINANCIAL YEAR 2015

Annexes :

- 1 Statement of financial position
- 2 Statement of financial performance
- 3 Cash flow statement
- 4 Changes in net assets
- 5 Budgetary operations 2015
- 6 Budgetary operations 2014
- 7 Explanatory notes to the financial statements

NATO UNCLASSIFIED

NATO FORACS OFFICE
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
As at 31 December 2015

(All amounts in Euro)				
	Notes	Current Year	Prior Year	Variance
		2015	2014	CY - PY
ASSETS				
CURRENT ASSETS				
Cash and Cash Equivalents	3 & 4	7,324,293.54	5,363,140.54	1,961,153.00
Short Term Investments	3	-	-	-
Receivables	5	1,134,199.98	367,600.19	766,599.79
Prepayments	6	11,969.58	13,724.06	-1,754.48
Other Current Assets	6	-	0.00	0.00
Inventories	7	-	-	-
Total Current Assets		8,470,463.10	5,744,464.79	2,725,998.31
NON CURRENT ASSETS				
Receivables	5	-	-	-
Property, Plant and Equipment	8	-	-	-
Other Non-current Assets	8	25,844.17	-	25,844.17
Total Non-Current Assets		25,844.17	-	25,844.17
TOTAL ASSETS		8,496,307.27	5,744,464.79	2,751,842.48
LIABILITIES				
Current Liabilities				
Payables	9	7,181,511.47	3,507,716.44	3,673,795.03
Deferred Revenue	10	-	78,977.47	- 78,977.47
Advances	11	760,577.60	781,623.20	- 21,045.60
Short Term Provisions	12	-	-	-
Other Current Liabilities	13	47,205.09	-	47,205.09
Total Current Liabilities		7,989,294.16	4,368,317.11	3,620,977.05
NON CURRENT ASSETS				
Long Term Provisions	14	0.00	0.00	0.00
Non Current Deferred Revenue	14	25,844.17	0.00	25,844.17
Other Non Current Liabilities	14	-	0.00	0.00
Total Non Current Assets		25,844.17	0.00	25,844.17
TOTAL LIABILITIES		8,015,138.33	4,368,317.11	3,646,821.22
NET ASSETS	15	481,168.94	1,376,147.68	-894,978.74

NATO FORACS OFFICE
STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE
as at 31 December 2015
(All amounts in EUR)

	Notes	Current Year	Prior Year	Variance
		31-Dec-15	31-Dec-14	CY - PY
Revenue	11			
Revenue from non exchange transactions		884,893.59	874,018.96	10,874.63
Revenue from exchange transactions			0.00	0.00
Financial Revenue			6,336.72	-6,336.72
Other revenue			0.00	0.00
Total Revenue		884,893.59	880,355.68	-880,355.68
Expenses	12			
Wages, salaries and employee benefits		580,659.09	635,823.42	-55,164.33
Supplies and consumables used		304,234.50	238,195.54	66,038.96
Financial Costs			741.59	-741.59
Other expenses (to be reimbursed to nations)			5,595.13	-5,595.13
Total Expenses		884,893.59	880,355.68	-880,355.68
Surplus/Deficit for the period		0.00	0.00	0.00

NATO FORACS
Statement of Cash Flow
As at 31 December 2015

(All amounts in euros)

	2015	2014
Cash flow from operating activities	1,961,153.30	1,191,660.61
Surplus/(Deficit)		
Non-cash movements	0.00	0.00
Depreciation/ Amortisation		
Impairment		
Increase /(decrease) in payables	4,390,377.46	1,378,831.79
Increase/ (decrease) in other current liabilities	-1,664,441.57	156,068.02
Increase/ (decrease) in provisions		666.11
(Gains)/losses on sale of property, plant and equipment		
Increase/ (decrease) in other current assets	-24,089.69	13,525.94
Decrease/ (Increase) in receivables	-766,599.79	-357,431.25
Increase/ (decrease) in other NON current liabilities	25,906.89	
Net cash flow from operating activities	1,961,153.30	1,191,660.61
Cash flow from investing activities		
Purchase of property plant and equipment / Intangible assets	0.00	0.00
Proceeds from sale of property plant and equipment	0.00	0.00
Net cash flow from investing activities	0.00	0.00
Cash flow from financing activities	0.00	0.00
Net cash flow from financing activities	0.00	0.00
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents	1,961,153.30	1,191,660.61
Cash and cash equivalent at the beginning of the period	5,363,140.54	4,171,479.93
Cash and cash equivalent at the end of the period	7,324,293.54	5,363,140.54

NATO FORACS

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS AS AT 31/12/2015

(in EUR)

	Accumulated surpluses/(deficits)
Balance at 31 December 2014	1,376,147.88
Net gains (losses) recognized directly in net assets/equity	-894,978.94
Currency translation differences	0.00
Surplus on property revaluation	0.00
Surplus (deficit) for the period	0.00
Net for the period	-894,978.94
Balance at 31 December 2015	481,168.94

(1) fixed assets in progress

Statement of budget execution as at 31 December 2015

(amounts in euro)	Initial budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final budget	Commitments	Expenses	Total spent	Carry forward	Lapsed
FORACS												
Chapter 1	2,654,033.00	-	2,654,033.00	-	2,654,033.00	-	2,654,033.00	123,067.47	592,967.55	716,035.02	-	1,937,997.98
Chapter 2	319,252.00	-	319,252.00	-	319,252.00	-	319,252.00	7,334.17	228,683.85	236,018.02	-	83,233.98
Chapter 3	2,000.00	-	2,000.00	-	2,000.00	-	2,000.00	-	-	-	-	2,000.00
Total FY 2015	2,975,285.00	-	2,975,285.00	-	2,975,285.00	-	2,975,285.00	130,401.64	821,651.40	952,053.04	-	2,023,231.96
FORACS												
Chapter 1	-	-	-	12,167.85	12,167.85	-	12,167.85	-	4,601.08	4,601.08	-	7,566.77
Chapter 2	53,917.89	-	53,917.89	7,422.15	61,340.04	-	61,340.04	4,601.51	58,641.11	63,242.62	-	(1,902.58)
Chapter 3	19,590.00	-	19,590.00	(19,590.00)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total FY 2014	73,507.89	-	73,507.89	-	73,507.89	-	73,507.89	4,601.51	63,242.19	67,843.70	-	5,664.19
FORACS												
Chapter 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total FY 2013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total all budgets	3,048,792.89	-	3,048,792.89	-	3,048,792.89	-	3,048,792.89	135,003.15	884,893.59	1,019,896.74	-	2,028,896.15

NATO FORACS OFFICE
BUDGETARY OPERATIONS FOR FINANCIAL YEAR 2014
(n = 2014)

(in EUR)

CHAPTER Article		BUDGET AUTHORISATIONS			COMMITMENTS	EXPENDITURES	BUDGETARY SURPLUS	
		BUDGET (ref.) NFO/R(2014)2	AUTHORIZED TRANSFERS	ADJUSTED CREDITS			Credits carried forward to n+1	Lapsed credits
		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) - (4)
I.	PERSONNEL COSTS							
01.01	Basic salaries, allowances & recruit	623,500.00	0.00	623,500.00	592,478.34	592,478.34	0.00	31,021.66
01.02	Training	2,000.00	0.00	2,000.00	1,125.58	1,125.58	0.00	874.42
01.04	Administrative support	45,000.00	0.00	45,000.00	42,219.50	42,219.50	0.00	2,780.50
	Financial year n	670,500.00	0.00	670,500.00	635,823.42	635,823.42	0.00	34,676.58
	Carried forward:							
	Financial year n-1	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	Financial year n-2	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
		670,500.00	0.00	670,500.00	635,823.42	635,823.42	0.00	34,676.58
II.	COMMON OPERATING COSTS							
02.01	Transport on official duty	96,074.00	0.00	96,074.00	83,033.45	82,310.19	723.26	13,040.55
02.02	Office and computer supplies/ maintenance computer equipment	4,403.33	0.00	4,403.33	1,174.18	970.59	203.59	3,229.15
02.03	Communications	3,400.00	0.00	3,400.00	2,783.39	2,200.20	583.19	616.61
02.05	Buildings	25,050.00	0.00	25,050.00	23,548.71	23,548.71	0.00	1,501.29
02.06	Support of meetings	9,000.00	0.00	9,000.00	4,572.13	4,572.13	0.00	4,427.87
02.07	Library	250.00	0.00	250.00	174.86	174.86	0.00	75.14
02.09	Equipment and services	847,946.67	0.00	847,946.67	120,177.10	67,769.25	52,407.85	727,769.57
02.10	Cost of courses	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	Financial year n	986,124.00	0.00	986,124.00	235,463.82	181,545.93	53,917.89	750,660.18
	Carried forward:							
	Financial year n-1	13,877.02	0.00	13,877.02	6,167.61	6,167.61	0.00	7,709.41
	Financial year n-2	252.29	0.00	252.29	0.00	0.00	0.00	252.29
		1,000,253.31	0.00	1,000,253.31	241,631.43	187,713.54	53,917.89	758,621.88
III.	CAPITAL COSTS							
03.03	Equipment	64,529.00	0.00	64,529.00	60,910.85	41,320.85	19,590.00	3,618.15
	Financial year n	64,529.00	0.00	64,529.00	60,910.85	41,320.85	19,590.00	3,618.15
	Carried forward:							
	Financial year n-1	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	Financial year n-2	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
		64,529.00	0.00	64,529.00	60,910.85	41,320.85	19,590.00	3,618.15
	GRAND TOTAL							
	Financial year n	1,721,153.00	0.00	1,721,153.00	932,198.09	858,690.20	73,507.89	788,954.91
	Carried forward:							
	Financial year n-1	13,877.02	0.00	13,877.02	6,167.61	6,167.61	0.00	7,709.41
	Financial year n-2	252.29	0.00	252.29	0.00	0.00	0.00	252.29
	GRAND TOTAL	1,735,282.31	0.00	1,735,282.31	938,365.70	864,857.81	73,507.89	796,916.61

**EXPLANATORY NOTES TO NATO FORACS OFFICE
2015 FINANCIAL STATEMENTS****NOTE 1: GENERAL INFORMATION**

FORACS' mission is to measure the bearing, range, position and heading accuracy of sensors and navigation systems and to provide communications systems and interoperability testing in surface ships, submarines and maritime aircraft to satisfy national requirements and to meet NATO material readiness standards.

The NATO FORACS Memorandum of Understanding was signed in 1974 by seven NATO nations: Denmark, Germany, Greece, Italy, Norway, the United Kingdom and the United States. In September 1994, Canada became the eighth signatory.

Three NATO FORACS (Naval Forces Sensor and Weapons Accuracy Check Sites) test ranges were authorized under the management of a NATO FORACS Steering Committee (NFSC).

NATO FORACS Office (NFO) was established at NATO Headquarters in January 1977. This office provides technical direction for the project, quality control over test procedures, and maintains a data bank of test results for national summary reports.

NATO FORACS Norway (NFN) began routine testing in 1978.

NATO FORACS Greece (NFG) was opened for routine operation in 1985.

In 1994 the US FORACS range at AUTECH (Atlantic Underwater Test and Evaluation Center) became an affiliated NATO FORACS test range called NATO FORACS AUTECH (NFA).

Nations maintain oversight of the project through the NATO FORACS Steering Committee. The Steering Committee executes its responsibility through an executive Project Manager at the NFO in Brussels.

Normal operations and maintenance of NATO FORACS activities are funded by the member nations on a cost-sharing basis. Non-member nations utilize the resources and capabilities based on a calculated 'day rate' for services. Fixed facilities and capital costs are commonly funded through the NATO Security Investment Programme (NSIP). NATO International Staff Financial Control provides accounting and budgeting for the NATO FORACS Office and handles annual calls to nations to fund operations for the Project.

These financial statements relate only to the NATO FORACS Office (NFO). The three NATO FORACS ranges (NFA, NFG and NFN) are responsible for executing their own budgets and issuing their own financial statements under their national budgeting and financial rules.

NATO FORACS conducts tests for eight Alliance nations in response to NATO's tasking to provide mission capable platforms. This testing also supports Nation's acquisition and upgrade programmes testing ship, submarine and maritime aircraft. Having systems in ships, submarines and maritime aircraft aligned and calibrated to the same common reference and to clearly defined accuracy standards aligns with the Connected Forces Initiative and improves interoperability of maritime systems within and between nations. In 2013, FORACS adopted a strategic tag line: *Operational Confidence Through Accuracy*

The NATO FORACS Project continues to demonstrate a quality management culture based on ISO 9001:2008 and in 2014 achieved recertification for a further three years. Routine internal and external annual audits took place in 2015.

NOTE 2: ACCOUNTING POLICIES

The principal accounting policies adopted in the preparation of these financial statements are set out below.

Declaration of Conformity

The NFO financial statements have been prepared in accordance with NATO Financial Regulations (NFR), the Financial Rules and Procedures (FRP) and the NATO Accounting Framework, which is an adapted version of the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Basis of Preparation

These financial statements relate only to the NATO FORACS Office (NFO).

For 2014, the NFO financial statements were produced using a transformational method which consisted in making specific entries for accruals based on an analysis of the budgetary commitments carried-forward at year-end, in order to determine the expenditure in the statement of financial performance and the matching earned revenue from budgetary contributions. The transformations were required since the IS IT financial system, used by NFO up until 2014, was a budgetary driven system with a strong cash basis. It did not have an accrual based accounting functionality.

NFO transitioned to full transactional accrual accounting with the implementation of an integrated Enterprise Resource Planning (ERP) solution early 2015.

These financial statements have been prepared on a going-concern basis. The assumption is that NFO is a going concern and will continue in operation and meet its objectives and obligations for the foreseeable future.

The financial year is from 1 January to 31 December.

The amounts shown in these financial statements are presented in EUR

FORACS applied IPSAS 9 Revenue from exchange transactions and IPSAS 23 Revenue from non-exchange transactions.

The following IPSAS have no material effect on the 2015 NFO financial statements:

- IPSAS 5: Borrowing Costs
- IPSAS 6: Consolidated and Separate Financial Statements
- IPSAS 7: Investments in Associates.
- IPSAS 8: Interests in Joint Ventures
- IPSAS 10: Financial Reporting in Hyperinflationary Economies
- IPSAS 11: Construction Contracts
- IPSAS 16: Investment Property
- IPSAS 21: Impairment of non-cash generating assets
- IPSAS 26: Impairment of Cash-Generating Assets
- IPSAS 27: Agriculture
- IPSAS 32: Service Concession Arrangements: Grantor

Changes in accounting policy

As from reporting year 2015, the cash-flow statement is presented using the indirect method when in the past it was done using the direct method. This change was required in order to adopt the recommended common layout structure approved by NATO end 2015 (AC/335-N(2015)0088).

Below is the cash-flow statement concerning 2014 presented using the direct method.

		Note	2014
OPERATING ACTIVITIES			
RECEIPTS		13	
	Contributions		964,620.00
	Financial Revenue		10,362.42
	Others		121,461.64
	TOTAL		1,096,444.06
PAYMENTS		13	
	Personnel Costs		(582,531.70)
	Operating Costs		(274,562.37)
	Miscellaneous Payments		(282.64)
	Financial Costs		(867.96)
	TOTAL		(858,244.67)
NET CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES			238,199.39
INVESTING ACTIVITIES		13	0.00
RECEIPTS			0.00
PAYMENTS			0.00
NET CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES			0.00
FINANCIAL ACTIVITIES		13	
RECEIPTS			0.00
PAYMENTS			0.00
NET CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES			0.00
NET INCREASE (DECREASE) IN CASH AND CASH EQUIVALENTS			238,199.39
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT BEGINNING OF PERIOD		1	2,637,031.48
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT END OF PERIOD		1	2,875,230.87
CASH HELD FOR THIRD PARTIES		13	
RECEIPTS			4,826,598.05
PAYMENTS			(3,873,136.84)
NET INCREASE (DECREASE) IN CASH HELD FOR THIRD PARTIES			953,461.22
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT BEGINNING OF PERIOD		1	1,534,448.45
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT END OF PERIOD		1	2,487,909.67

Reclassification of Financial Statements of Previous Years

A reclassification of elements of the statement of financial position and of the budget execution report were required in order to adopt the recommended common layout structure approved by NATO end 2015 (AC/335-N(2015)0088). This reclassification did not result in any material change in the presentation and major accounting classes are not affected.

Use of Estimates

In accordance with generally accepted accounting principles, the financial statements include amounts based on estimates and assumptions by management, according to the most reliable

information available, judgement and assumptions. Estimates include accrued revenue and expenses. Actual results could differ from those estimates. Changes in estimates are reflected in the period in which they become known.

Foreign Currency Transactions

The NFO's budget is authorized and managed in EUR so the contribution calls are made in EUR. Foreign currency transactions as required are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the date of the transactions. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies were converted into EUR using the NATO rates of exchange that were applicable at 31 December 2015.

Realised and unrealised gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the Statement of Financial Performance.

NFO does not have any unrealised gains or losses resulting from the translation of statements.

Financial Risks

NFO uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts and deposit accounts.

All the financial instruments are recognised in the statement of financial position at their fair value.

The organisation is exposed to a variety of financial risks, including foreign exchange risk, credit risk, currency risk, liquidity risk and interest rate risk.

a. Foreign currency exchange risk

The exposure to foreign currency risk is limited as the vast majority of NFO's expenditures are made in EUR, the currency of its budget. The current bank accounts are held in EUR.

b. Credit risk

NFO incurs credit risks from cash and cash equivalent held with banks and from receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2015 is equal to the total amount of bank balances, short term deposits and receivables. There is very limited credit risk associated with the realization of these elements.

Concerning cash and cash equivalent NFO credit risk is managed by holding current bank accounts and short term highly liquid deposits that are readily convertible to a known amount of cash held with ING Bank (Belgium) which has the following short term credit ratings:

ING Bank	Credit Ratings as at 29/03/2016		
	Fitch	Moody's	S&P
Short term	F1	P1	A1

The NFO outstanding accounts receivable are managed by maintaining control procedures over receivables. Most cash receivables are due from NATO member nations, which are considered credit worthy.

c. Liquidity risk

The liquidity risk, also referred to as funding risk, is based on the assessment as to whether the Organisation will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. A liquidity risk could arise from a short term liquidity requirement. There is a very limited exposure to liquidity risk because of the funding mechanism which guarantees contributions in relation to the approved budgets. Some limited risk could be due to the inaccuracy of budget forecasts. However, past history shows that this process results in surpluses and the budgetary rules provide for revised budgets.

d. Interest rate risk

Except for certain cash and cash equivalent balances, NFO's financial assets and liabilities do not have associated interest rates. NFO is restricted from entering into borrowings and investments, and, therefore, there is an insignificant interest rate risk. Interest earned is not a budgetary resource but contributes to the surplus owed to Nations.

Current Assets

a. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand, deposits held with banks, and other short term highly liquid investments.

b. Funds managed for third parties

Funds managed on behalf of third parties are held in cash and are presented as a liability. They are accounted for when cash is effectively received. They are represented as a separate item in the cash flow statement of the entity in order to avoid any confusion.

c. Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

Contributions receivable are recognised when a call for contribution has been issued to the funding nations. No allowance for loss is recorded with respect to Member countries' assessed contributions receivable.

d. Prepayments

A prepayment is a payment in advance of the period to which it pertains and is mainly in respect of an advance payment made to a third party.

e. Inventories

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 12 Inventories. It is described as follows:

Control of NATO Inventories was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

Criteria that may indicate control of an asset
The act of purchasing the asset carried out (or resulted from instructions given) by the NATO Reporting Entity.
The legal title is in the name of the NATO Reporting Entity.
The asset is physically located on the premises or locations used by the NATO Reporting Entity.
The asset is physically used by staff employed by the NATO Reporting Entity or staff working under the NATO Reporting Entity's instructions.
The fact that the NATO Reporting Entity can decide on an alternative use of the asset.
The fact that the NATO Reporting Entity can decide to sell or to dispose the asset.
The fact that the NATO Reporting Entity, if it has to remove or destroy the asset, can take the decision to replace it.
The fact that a representative of the NATO Reporting Entity regularly inspects the asset to determine its current condition.
The fact that the asset is used in achieving the objectives of the NATO Reporting Entity.
The fact that the asset will be retained by the NATO Reporting Entity at the end of the activity.

Capitalisation thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Basis
Consumables	€50,000	Per location/warehouse
Spare Parts	€50,000	Per location/warehouse
Ammunition	€50,000	Per location/warehouse
Strategic stocks	€50,000	Per location/warehouse

Slow moving inventory – Assuming turnover of stock is over a 12 month period, any items not used over a 36 month period will be deemed to be slow moving.

Strategic stock – Some complex elements of slow moving stock can be identified as strategic if they are deemed essential to the effective operation of an asset and cannot be readily replaced by commercial off the shelf items or cannot be purchased due to market decisions to close production lines of key inventory items due to the advanced age of the strategic asset to which the stock relates

NFO will capitalise inventory which it controls in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of inventory, only the end-user entity will report the inventory in its financial statements, based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

NFO will include transportation costs involved in bringing the inventories to their present location and condition in the initial valuation of inventory. These costs will be measured on the actual cost of transportation per item of inventory or by using an apportionment of the global transportation costs of bringing the inventories to their present location and condition across all inventory items in the period. Transportation costs involved in the subsequent movement of inventory which brings them into operational use will not be included in the value of inventory. The method of measuring these costs will be disclosed.

NFO may consider inventory acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

For inventory held prior to 1 January 2013, and not previously recognized as an asset, NFO will provide a brief description of inventory held within their inventory recording systems in the notes to the financial statements. Such disclosure will include as a minimum the types of inventories held, locations where inventories are held and the approximate number of items held per asset category.

Where this adaptation conflicts with another requirement of IPSAS this adaptation shall apply. For the remainder, IPSAS 12 shall apply.

NFO assesses inventories under IPSAS 12. The outcome of this assessment is that the value of the inventories is immaterial both in value and in terms of the nature of the items held. Consequently, inventory is fully expensed on receipt. The materiality will be assessed each year.

In consideration of the above thresholds, the NFO currently has no inventory.

Non-Current Assets - Fixed Assets (Property, Plant & Equipment)

a. Property, Plant & Equipment

In February of 2013 Council decided to adapt a number of IPSAS standards to better suit the specific requirements of the Alliance (C-M(2013)0006). The adaptations were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, among which were specific items addressing IPSAS 17 PPE.

Control of NATO PPE was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

Capitalisation thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Depreciation life	Method
Land	€200,000	N/A	N/A
Buildings	€200,000	40 years	Straight line
Other infrastructure	€200,000	40 years	Straight line
Installed equipment	€ 30,000	10 years	Straight line
Machinery	€ 30,000	10 years	Straight line
Vehicles	€ 10,000	5 years	Straight line
Aircraft	€200,000	Dependent on type	Straight line
Vessels	€200,000	Dependent on type	Straight line
Mission equipment	€ 50,000	3 years	Straight line
Furniture	€ 30,000	10 years	Straight line
Communications	€ 50,000	3 years	Straight line
Automated information systems	€ 50,000	3 years	Straight line

NATO FORACS considers PPE acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed. However, existing accounting policies will continue to be applied for any PPE assets already capitalized prior to 1 January 2013. For PPE upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification will be capitalized.

In consideration of the above thresholds, the NFO currently has no PPE.

b. Intangible assets

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 31 Intangible Assets. It is described as follows:

Control of NATO Intangible Assets was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset – they are the same as mentioned above under Inventory. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

NATO Intangible Assets Capitalisation Thresholds - the NATO FORACS will capitalise each intangible asset item above the following agreed NATO thresholds:

Category	Threshold	Depreciation life	Method
Computer software (commercial off the shelf)	€50,000	4 years	Straight line
Computer software (bespoke)	€50,000	10 years	Straight line
Computer database	€50,000	4 years	Straight line
Integrated system	€50,000	4 years	Straight line

FORACS will capitalise all controlled intangible assets above the NATO Intangible Asset Capitalisation Threshold. For anything below the threshold, the NATO FORACS will have the flexibility to expense specific items.

FORACS will capitalise integrated systems and include research, development, implementation and can include both software and hardware elements. But FORACS will not capitalise the following types of intangible assets in their financial statements:

- rights of use (air, land and water);
- landing rights;
- airport gates and slots;
- historical documents; and,
- publications

FORACS will capitalise other types of intangible assets acquired after 1 January 2013 including:

- Copyright
- Intellectual Property Rights
- Software development

FORACS may consider Intangible Assets acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

FORACS will report controlled Intangible assets in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of intangible assets, only the end-use entity will capitalise the intangible asset in its financial statements based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

For intangible assets held prior to the 1 January 2013, and not previously recognized as an asset, FORACS will provide a brief description of intangible assets held in its intangible asset recording systems in the notes to the financial statements. Such disclosure will include as a minimum the types of intangible held, locations where intangible assets are held and the approximate number of items held per asset category.

If an intangible asset is upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification will be capitalised.

Where this adaptation conflicts with another requirement of IPSAS this adaptation will apply. For the remainder, IPSAS 31 shall apply. This adaptation is effective for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

In 2015, the NFO has initiated a replacement of a software required for its operations.

Current Liabilities

a. Payables

Payables are amounts due to third parties, based on goods received or services provided that remain unpaid. These include estimates of accrued obligations to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

b. Advances and unearned revenue

Advances are contributions received related to future year's budgets. Funds are called in advance of their need because NFO has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Unearned revenue represents participating nations contributions which have been called for current budgets but that have not yet been recognised as revenue in the absence of any related budgetary expenditure.

Non-Current Liabilities

The NFO has no non-current liabilities.

Revenue Recognition

Revenue comprises contributions from Member Nations and amounts due by beneficiaries of services provided by the FORACS ranges.

Revenue is recognised to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognises a liability until the condition is fulfilled.

Contributions to be called from Member nations, based on the budget they approved, are initially recorded as unearned revenue liabilities. They are recognised as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned in the approved Budget.

Transformational adjustments were made in calculating earned revenue and expenses in the Statement of Financial Performance.

Segment Reporting

A segment is a distinguishable activity or group of activities for which it is appropriate to separately report financial information. There is no segment in NFO.

Statement of Financial Position**NOTE 3: CASH AND CASH EQUIVALENTS**

The current bank accounts are held in EUR. Deposits are held in interest-bearing bank accounts, immediately available.

Considering the various interest rates paid on the various types of bank accounts, all funds were placed in current accounts as of 31 December 2015.

NOTE 4: FUNDS MANAGED FOR THIRD PARTIES

The NATO-IS Office of Financial Control holds funds, in cash, contributed to the NFG, NFA and, since 2013, NFN budgets. These bank accounts are controlled by NFO, thus the closing balances are reported in the NFO's financial statements. Upon request of the Range Managers, funds are transferred to the Greek, US and Norwegian officials respectively, under the supervision of the Range Managers to execute their budget following their national rules. The breakdown is as follows.

in EUR	2015	2014
NFG	666,265.99	569,446.39
NFA	1,702,569.04	1,004,121.65
NFN	1,891,150.86	914,341.63
TOTAL	4,259,985.89	2,487,909.67

NOTE 5: ACCOUNTS RECEIVABLE

Contributions receivable are funds requested from the nations to finance the 2015 and 2016 Budgets. The call for contribution was issued on 14 July 2015. As directed by the Steering Committee, the call includes approximately 20% of the current year's budget credits and an advance of approximately 80% for next financial year.

No outstanding receivables relating to previous financial years on budget contribution calls are reported. All outstanding receivables related to budgetary contributions from NFO member Nations were collected at the time of issuance of these financial statements.

This item also includes amounts to be regularised in relation to the process by which excess budgetary funds of the other ranges are transferred to NFO.

NOTE 6: PREPAYMENTS

Correspond to services to be delivered in the following year.

NOTE 7: INVENTORIES

Nothing to report, inventories are not considered material.

NOTE 8: NON CURRENT ASSETS

End 2015, a contract was signed with the NATO Communications and Information Agency in order to replace, by end 2018, the IT system used by FORACS for its operations in a total amount of EUR 1,558,500. The value of service received by end 2015 was estimated at EUR 25,884.17.

NOTE 9: ACCOUNTS PAYABLES

Payables and accrued expenses may be to commercial suppliers, staff, other NATO bodies, FORACS member Nations or other FORACS entities.

Payable to suppliers relates to goods and services for which an invoice has been received, checked, and queued for payment but for which payment was still pending at year-end.

Accrued expenses correspond to the estimated accrual obligation to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

Payable to Nations

A payable of EUR 174,028.42 is in relation to reimbursable salaries and represents the amount due to the United States (US) for a civilian staff member who was previously employed by FORACS but paid directly by the US government. This amount payable is usually applied by the US against the US' annual contribution to NFO.

An amount of EUR 2,023,231.96 corresponding to 2015 lapsed credits (EUR 796,916.61 end 2014) were payables to FORACS member Nations. Up to now, the standard practice of the FORACS Steering Committee has been to use these amounts to fund the NFO supplementary budget or to add them to the Project Accumulated Surplus (see note on Net Assets). High level amounts lapsed in 2015 in relation to the impact of the new NATO financial regulations (see Note on Budget Execution).

Payable to other FORACS entities

Payables to NFG, NFA and NFN are amounts called by the NATO-IS Office of Financial Control to finance the related ranges.

NOTE 10: DEFERRED REVENUE**Unearned Revenue**

Unearned revenue corresponds to contributions called for the current year budget (received or receivable) but for which corresponding expenditures will be incurred after the reporting date of 31 December 2015. They include principally those amounts of contributions which will be spent in subsequent years on the NFO Budget. If the funds are not spent by the end of the second year following the year in which they have been approved, these funds may be kept and used an additional year.

NOTE 11: ADVANCES

Advances called amounting to EUR 760,577.60 relate to funding the NFO 2016 budget (FC(CC)(2015)0009(FOR-01)).

NOTE 12: SHORT TERM PROVISIONS

There are no short term provisions.

NOTE 13: OTHER CURRENT LIABILITIES

For 2015, these consist essentially of transactions relating to NFO and funded and allocated in accordance with its budget but which were executed in the NATO International Staff accounts during 2015. Therefore they were treated as inter entity transactions, as both these NATO entities are controlled by the OFC accounting system (automatically picked-up by the ERP). These transactions are pending regularisation.

NOTE 14: NON CURRENT LIABILITIES AND LONG TERM UNEARNED REVENUE

The long term unearned revenue is unearned revenue in relation to net carrying amounts of Property, Plant and Equipment and intangible assets. Revenue is recognised over the estimated life cycle of the Property, plant and equipment and the intangible assets.

NOTE 15: NET ASSETS

Net Assets correspond to FORACS' Project Accumulated Surplus.

Project Accumulated Surplus relates to funds held at the direction of the Steering Committee essentially in the case of emergency funding needs for the Project and also for reallocation among NATO FORACS entities when the Steering Committee approves their supplementary budgets. It originates from previous years' budgetary and financial operations of the various NATO FORACS entities. A substantial proportion of the Project Accumulated Surplus will be used to fund the upgrade of the IT system used by FORACS for its operations.

Statement of Financial Performance**NOTE 16: REVENUE**

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. The non-exchange revenue is matched with the expenses stemming from budget execution. The revenue related to the NFO Budget that has been recognised in 2014 relates directly to the expenses: the total revenue is matched with the total expenses recognised in 2014.

Contributions, when called, are booked as an Unearned Revenue and subsequently recognized as Revenue when it is earned.

NOTE 17: EXPENSES**Wages, Salaries and Employee Benefits**

The personnel costs include all civilian personnel expenses as well as other non salary related expenses, in support of funded activities. They also include expenses for salaries and emoluments for approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation and removal, and for contracted consultants and training.

Supplies and Consumables Used

This item also includes expenses attributed to Capital Expenses from a budget perspective, if they do not meet the criteria of PPE or Intangible Assets.

NOTE 18: BUDGET INFORMATION**NATO FORACS Budget**

Presently, the NATO FORACS Budgets are not publicly available.

The actual amounts referred to by IPSAS 24 ("amounts that result from execution of the budget") are considered to be the commitment of credits.

Presentation of budget information in the financial statements

The NFO budget classification is based on the economic nature of the expenses broken down into three chapters as follows:

Chapter I : Personnel Expenses
Chapter II: Operating Expenses
Chapter III : Capital Costs

The NFO Budget is prepared for the same period (1 January to 31 December) and encompasses the same entity as these financial statements.

Changes to the budgetary regulations were introduced by the North Atlantic Council in 2015 in approving a new set of NATO Financial Regulations. The new NATO Financial Regulations were made applicable to the 2015 budget year as from 1 May 2015. They have in particular instilled an accruals based approach to budget preparation and budget execution, whereas before the approach was largely commitment and cash based. As a consequence, it is not possible to compare the budget executions of 2014 and 2015, since the underlying concepts differ. It has not been possible to restate the 2014 budget execution in order to make it comparable.

The budget execution for 2015 may contain flaws since (a) the budget was prepared and approved in 2014 before the new Financial Regulations were formally approved and (b) two sets of regulations were in force during 2015, with the new ones as from 1 May 2015. In addition, commitments that were carried-forward from previous years into 2015 had been approved and were executed in accordance with the old rules.

Up until 2014, the budget and accounting bases differed. The 2015 NFO Budget was prepared and executed on a commitment basis; it was not fully prepared on an accrual basis. As from 2016, these differences should become smaller, with 2015 being a transition year.

The NFO budget is prepared and executed as follows:

- 1) The commitment of credits is the advance acceptance and recording of the financial consequence resulting from a legal obligation incurred during the financial year. As a consequence credits are allocated, and commitments are approved, for goods, services and works to be delivered at a later stage. Up until 2014, commitments have been settled when an invoice is presented for payment, and not when the service is rendered or goods delivered as is the case for expenses under accrual accounting and with the new NATO Financial Regulations. Commitments of appropriations are now supposed to correspond to services or goods to be received in the course of the year.
- 2) Unliquidated commitments are carried forward and added to the budget of the following financial year in relation to an existing legal commitment or if a special agreement is given

by the Steering Committee. Under the previous financial rules, unliquidated commitments would correspond to the amounts remaining to be paid. Under the new regulations they would correspond to services not received or goods not delivered, at year-end, for specific circumstances, and should therefore normally be equal to zero. Outstanding commitments can be carried forward for two years. As a consequence, the services or goods received may relate to a commitment of credits from previous years' budgets. Whereas the previous Financial Regulations allowed for an almost automatic carry-forward of credits provided a contract was signed, with the new Regulations the carry-forward should be justified by a reason for which the services or goods could not be received in the course of the year. As a consequence, carried-forward credits herein follow two different rules.

- 3) Commitments, because they are an advance acceptance, and because payments cannot be made above approved credit levels, typically include an estimation factor and are (if only slightly) higher than the actual amount eventually paid. This results in commitments being higher than the actual expenses and in credits eventually lapsing.
- 4) Commitments are only made in respect of future payments (old rules) or expenses (new rules) relating to the initial purpose of the commitment. Commitments for capital expenditures are normally made in the year during which the purchase order is issued. In accrual accounting, the related costs would not appear in the Statement of Financial Performance but in the Balance Sheet and only upon reception of the works, goods or services. Conversely, there is no budgetary commitment of credits for non-cash flow transactions such as capital depreciation or provisions which would normally appear in the Statement of Financial Performance under accrual accounting.
- 5) On an exceptional basis, the FORACS Steering Committee may approve the carry-forward of credits without any prior legal commitment, for instance for projects at their initiation stage or planned expenditures. In accrual accounting there would be no expense recorded.
- 6) The balance of unused budgetary credits (not committed) lapses and is returned to Member Nations at year-end. Lapses may include cases where a project was eventually not completed or started, and therefore lead to no expense.

Outstanding commitments can be carried forward during two years.

Budget approval

The way in which NFO deals with budget approvals is as follows. Every year, a basic budget is requested in order to provide contributors with a stable level of contribution and a significant amount is planned for under the supplementary budget.

The 2015 NFO Budget authorization was initially approved at 977,029.00 (BA1 in the Table at Annex 5). A supplementary budget was approved in the amount of EUR 1,998,256.00, bringing the total 2015 NFO budget to EUR 2,975,285.00 (BA2 in the Table at Annex 5). In 2015, the supplementary budget usage was projected to cover mainly the development of specific software.

Budget execution

The NFO 2015 and 2014 budget execution is shown at Annex 5 and Annex 6 respectively, which compares the budget's authorized credits and the actual amounts committed and expended.

As a consequence of the new Financial Regulations a high amount of credits lapsed because the budget included the full estimated cost of the IT software update, which is a several years project. Related funds could not be carried forward in accordance with the principle of the new financial regulations according to which commitments should correspond to services or goods received (economic benefits) by the NATO entity in the course of the budget year.

Credits are transferred under the authority delegated to the NATO-IS Financial Controller by the NATO Financial Regulations and Financial Rules and Procedures.

No transfers were required during the execution of the 2015 NFO budget. The changes that appear concerning the credits carried forward from 2014 are due to a change in the chart of accounts which resulted in different breakdown of credits across chapters and is a matter of classification.

Reconciliation between Budget and Calls for Contributions

The funding of the budget is made of an advance call and a call for contributions, carried over credits, the previous year's surplus, and on occasion a contribution from the Project's Accumulated Surplus and/or a transfer from another FORACS entity.

One call for contributions is issued every year which includes an advance concerning the budget of the following year and the remainder concerning the current year's budget (i.e. current year budget minus advance called during the previous year and any other adjustments among the FORACS entities).

On 19 August 2014, an advance on the 2015 budget was called in an amount of EUR 781,623.20 (FC(CC)(2014)0009(FOR-01)). The 2015 call for contribution was issued on 14 July 2015 (FC(CC)(2015)0009(FOR-01)). As directed by the Steering Committee, this call included EUR 195,405.80 to provide the complement to the advance call issued in 2014, in order to fund the 2015 initial budget approved at EUR 977,029.00, and an advance on the 2016 budget in the amount of EUR 760,577.60.

The remainder of total budget for the 2015 annual budget was financed by the refundable surplus reported from 2014 (EUR 802,511.00), from the Project's Accumulated Surplus (EUR 1,053,186.00) and from a transfer from among the other FORACS entities (EUR 142,559.00).

The table below reconciles the approved budget and the sources of funding.

amounts in EUR	2015
Initial Budget	977,029.00
Supplementary Budget	1,998,256.00
Total Annual Budget	2,975,285.00
Advance called previous year	781,623.20
Call in current year	195,405.80
Total Cash Calls	977,029.00
Use of Previous Year's Surplus	802,511.00
Use of Project Accumulated Surplus	1,053,186.00
Transfer from other FORACS entities	142,559.00
Other Funding Sources	1,998,256.00
Total Funding	2,975,285.00

NOTE 19: WRITE-OFFS

Nothing to report.

NOTE 20: LEASES

NFO does not have any financial leases.

NOTE 21: RESTRICTIONS ON FIXED ASSETS

There are no restrictions on fixed assets.

NOTE 22: CONTINGENT LIABILITIES

There have been no contingent liabilities identified that would be expected to result in a material obligation.

NOTE 23: CONTINGENT ASSETS

Nothing to report.

NOTE 24: EMPLOYEE DISCLOSURE

Accounting for employee benefits is accounting for any liability in relation to all forms of consideration given by an entity in exchange of service rendered by employees.

It should be noted that the NATO-IS is managing centrally three pension programs, namely the Defined Benefit Pension Scheme (DBS), the Provident Fund and the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) as well as the Retiree Medical Claims Fund (RMCF), covering staff employed by all NATO bodies. NATO wide financial statements are issued by NATO-IS Office of Financial Control for the three Pension Schemes and the RMCF, therefore, no related assets or liabilities are recognised in these financial statements.

At December 31, 2015, NFO had an approved Personnel Establishment of 4 positions funded by the FORACS budget (4 at year-end 2014).

At December 31, 2015 two staff members participated in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) administered by NATO. The DCPS provides that the NFO budget makes a 12 percent monthly matching contribution to the staff members' contributions for current service. Two other employees participated in NATO's Defined Benefit Pension Scheme (DBPS): a deduction of 9.5% of their salaries is made and contributed to the annual financing of this Plan. In addition, the NFO budget makes a monthly matching contribution of 19% to the DBPS. Consequently, the NFO has neither DBPS nor DCPS liabilities for its staff members. These contributions are expensed during the year in which the services are rendered and represent the total pension obligation of the entity.

Contributions to the NATO pension schemes:

amounts in EUR	2015		
	Staff	Employer	Total
Co-ordinated Pension Scheme	16,225.08	32,450.16	48,675.24
Defined Contribution Pension Scheme	20,681.34	23,411.97	44,093.31
TOTAL	36,906.42	55,862.13	92,768.55

Untaken leave by NFO staff is not considered material.

NOTE 25: KEY MANAGEMENT PERSONNEL AND RELATED PARTIES

The NATO FORACS Steering Committee (one representative per member nation) is the governing body of the NFO and of the NFG, NFN and NFA. Therefore for the purpose of IPSAS 20 the latter are considered related parties. Steering Committee members are nominated by their respective National Authorities. They are paid on the basis of applicable National pay scales. The Steering Committee members do not receive from NATO any additional remuneration for Steering Committee responsibilities or access to benefits.

The key management personnel of the NFO consists of the Project Manager. The Project Manager is responsible for the overall operational management of FORACS. The Project Manager reviews the three range's budgets, proposed by the range managers, and proposes all four budgets to the Steering Committee for approval. The three sites are managed operationally by range managers, each nominated by the participating nation where the site is located.

During part of 2014, the NFO Project Manager's salary was paid by the US using national salary scales under reimbursable procedures agreed at the NATO wide level, by which the US is reimbursed the costs corresponding to the grade of Project Manager established post (A5)

There are no other remuneration or benefits to key management personnel or their family members.

NOTE 26: RELATED PARTIES

In reviewing the four budgets on an annual basis, the Steering Committee determines the budgetary credits for the initial and the supplementary budgets. It is in this context that funds are called and held in cash or cash equivalents by the NATO-IS Office of Financial Control to finance three other NATO FORACS budgets, namely NATO FORACS Greece, NATO FORACS AUTECH and NATO FORACS Norway. For more effective cash management purposes, the Steering Committee approved the call procedure whereby funds pertaining to NFG, NFA and NFN are transferred into accounts at NATO Headquarters. These bank accounts are controlled by NFO, thus the closing balances are reported in the NFO's financial statements. Upon request of the Range Managers, funds are transferred to the Greek, US and Norwegian officials respectively, under the supervision of the Range Managers to execute their budget following their national rules.

The surplus of the various NATO FORACS entities is held at NATO HQ on NFO bank account and used by the Steering Committee for reallocation when their supplementary budgets are approved. These funds are not controlled by the NFO Project Manager. This information is provided to the Steering Committee to enable it to implement its supplementary budget authorisations.

Key management personnel have no significant party relationships that could affect the operation of the NATO FORACS Office.

In 2015, NATO International Staff charged NFO an amount of EUR 43,031 for administrative support costs (EUR 42,219.50 in 2014) and EUR 10,432.05 for common operating costs (EUR 10,579.64 in 2014). In addition, the International Staff charges annual rent for office space occupied in Building Z (EUR 12,969.07 in 2015 and 2014).

* * * * *

List of acronyms:

AUTEC	Atlantic Underwater Test and Evaluation Center
BC	Budget Committee
DI	Defence Investment Division (NATO International Staff)
FORACS	Naval Forces Sensor and Weapon Accuracy Check Sites
IPSAS	International Public Sector Accounting Standards
IS	International Staff
MOU	Memorandum of Understanding
NCIA	NATO Communication and Information Agency
NSPA	NATO Support Agency
NNAG	NATO Naval Armaments Group
NFA	NATO FORACS AUTEC
NFG	NATO FORACS Greece
NFN	NATO FORACS Norway
NFO	NATO FORACS Office
NFSC	NATO FORACS Steering Committee
PPE	Property, Plant and Equipment

NATO SANS CLASSIFICATION

ANNEXE 1

**Note succincte
du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur la vérification des états financiers
du Bureau des FORACS OTAN
pour l'exercice clos le 31 décembre 2016**

Les sites de contrôle de la précision des détecteurs et des armes des forces navales de l'OTAN (FORACS OTAN) se chargent de l'étalonnage complet des détecteurs associés aux systèmes d'armes d'unités navales de l'OTAN comme les navires de surface, les sous-marins et les hélicoptères de lutte anti-sous-marine. Les mesures sont effectuées sur trois polygones FORACS OTAN, relevant respectivement de la Norvège, de la Grèce et des États-Unis.

La gestion d'ensemble du programme incombe au Comité directeur des FORACS OTAN, qui a pour organe exécutif le Bureau des FORACS OTAN, implanté au siège de l'OTAN. En 2016, la dotation budgétaire du Bureau des FORACS OTAN (reports compris) s'élevait à 3,08 millions d'euros (MEUR), et les dépenses au titre du budget ont représenté 1,78 MEUR.

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé trois observations. On trouvera ci-après un relevé des principales constatations.

Deux des observations ont une incidence sur l'opinion émise par le Collège concernant les états financiers ainsi que la conformité :

1. engagement de crédits budgétaires de 2016 pour un service à recevoir en 2017 ;
2. insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier.

La troisième observation n'a pas d'incidence sur les opinions émises :

3. report de crédits pour les services reçus avant la fin de l'exercice.

Le Collège a par ailleurs fait le point sur la suite donnée à onze observations formulées lors de précédents audits, et il a constaté que deux questions avaient été réglées, qu'une autre avait été partiellement réglée, que cinq autres avaient été rendues caduques par des observations formulées pour l'exercice 2016 et qu'il restait trois questions à régler, ce qui l'a amené à émettre une réserve concernant la conformité des états financiers de 2016.

Pour les commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN, on se reportera à l'appendice à l'annexe 3.

15 décembre 2017

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

DU BUREAU DES FORACS OTAN

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

**OPINION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD****Rapport sur les états financiers**

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers du Bureau des FORACS OTAN, qui se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et de diverses notes explicatives. Le Collège a également vérifié l'état de l'exécution du budget pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Responsabilité de la direction

La direction est chargée d'établir les états financiers conformément au cadre comptable OTAN et au Règlement financier de l'OTAN tels qu'ils ont été fixés par le Conseil de l'Atlantique Nord, et de veiller à ce qu'ils donnent une image fidèle de la situation de l'entité. Elle est ainsi responsable de la conception, de l'application et de la tenue d'un système de contrôle interne de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du Collège

Il incombe au Collège de formuler sur ces états financiers une opinion qui soit fondée sur son travail de vérification, lequel aura été effectué conformément aux dispositions de sa charte et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que le Collège respecte certains principes déontologiques, et qu'il planifie et effectue sa vérification de manière à parvenir à une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à appliquer des procédures permettant d'obtenir des éléments probants relatifs aux montants et aux informations figurant dans les états financiers. Les procédures retenues à cette fin sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, qui évalue notamment les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Pour l'évaluation de ces risques, le système de contrôle interne sur lequel s'appuient l'établissement et la présentation des états financiers de l'entité concernée est pris en considération, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Il s'agit aussi de déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables faites par la direction sont raisonnables, ainsi que d'évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur les états financiers

Le Collège a constaté que les montants à recevoir présentés dans l'état de la situation financière ont été surévalués de 361 263 EUR. Par ailleurs, n'ayant pu obtenir un rapprochement détaillé par rapport au solde présenté dans l'état de la situation financière, le Collège n'a pas disposé de suffisamment d'éléments pour déterminer si le solde des montants dus inscrit dans l'état de la situation financière donnait une image fidèle de la situation. De plus, un paiement anticipé relatif à un service à recevoir pour partie en 2017 a été comptabilisé intégralement en tant que charge, ce qui a entraîné une surévaluation des charges d'un montant indéterminé dans l'état de la performance financière et une sous-évaluation des paiements anticipés (actif) d'un montant indéterminé dans l'état de la situation financière. Enfin, des montants qui avaient été inscrits précédemment sous la rubrique « À payer » dans l'état de la situation financière le sont désormais sous la rubrique « Avances ». Aucune information concernant ce changement de méthode comptable n'a été communiquée, contrairement à ce que prévoit le cadre comptable OTAN.

Opinion avec réserve sur les états financiers

L'opinion du Collège est que, à l'exception des effets avérés et des effets possibles des questions mentionnées dans la section précédente, les états financiers donnent, à tous égards significatifs, une image fidèle, conforme au cadre comptable OTAN, de la situation financière du Bureau des FORACS OTAN au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Rapport sur la conformité

Responsabilité de la direction

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de l'établissement et de la présentation des états financiers, la direction est chargée de veiller à ce que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers soient conformes aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN et du Règlement du personnel civil de l'OTAN telles qu'elles ont été fixées par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Responsabilité du Collège

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de la formulation d'une opinion sur les états financiers, le Collège est chargé de se prononcer sur le point de savoir si les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN. Il lui incombe notamment d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les fonds ont été utilisés pour le règlement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes

ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur dans le domaine financier et en matière de personnel. De telles procédures prévoient notamment l'évaluation des risques de non-conformité significative.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur la conformité

Le Collège a constaté qu'au 31 décembre 2016, le Bureau des FORACS OTAN détenait 547 000 EUR d'excédents cumulés au titre des projets. Ces excédents constituent une réserve de gestion, destinée à financer des besoins urgents. L'existence d'une telle réserve contrevient aux articles 24.2 et 29.3 du Règlement financier de l'OTAN, qui prévoient respectivement que les autorisations non engagées tombent en annulation en fin d'exercice et que le montant de chaque tranche est calculé de façon que le total des avoirs en caisse reste limité au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante.

Le Règlement financier de l'OTAN permet aux organismes OTAN de procéder à des engagements correspondant à des biens et des services à recevoir pendant l'exercice. Or le Bureau des FORACS OTAN s'est servi de crédits budgétaires de 2016, d'un montant de 96 622 EUR, pour financer un service à recevoir pour partie en 2017.

Le Règlement financier de l'OTAN exige la mise en place d'un système de contrôle interne. Le Collège a constaté des insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier au sein du Bureau des FORACS OTAN. Au cours de son audit, il a en effet relevé des inexactitudes significatives ainsi que diverses erreurs que le contrôle interne n'a permis ni d'éviter ni de repérer.

Le Collège a constaté qu'il n'y avait pas eu de rapprochement des soldes bancaires en 2016. C'est là une autre insuffisance significative dans le contrôle interne du compte rendu financier.

Opinion avec réserve sur la conformité

L'opinion du Collège est que, à l'exception des questions mentionnées dans la section précédente, les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers du Bureau des FORACS OTAN sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Bruxelles, le 15 décembre 2017

Hervé-Adrien Metzger
Président

15 décembre 2017

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT

LE BUREAU DES FORACS OTAN

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

Introduction

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers du Bureau des FORACS OTAN pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, et il a émis une opinion avec réserve à leur sujet ainsi que sur la conformité.

Observations et recommandations

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé trois observations.

Deux des observations ont une incidence sur l'opinion émise par le Collège concernant les états financiers ainsi que la conformité :

1. engagement de crédits budgétaires de 2016 pour un service à recevoir en 2017 ;
2. insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier.

La troisième observation n'a pas d'incidence sur les opinions émises :

3. report de crédits pour les services reçus avant la fin de l'exercice.

Le Collège a par ailleurs fait le point sur la suite donnée à onze observations formulées lors de précédents audits, et il a constaté que deux questions avaient été réglées, qu'une autre avait été partiellement réglée, que cinq autres avaient été rendues caduques par des observations formulées pour l'exercice 2016 et qu'il restait trois questions à régler, ce qui l'a amené à émettre une réserve concernant la conformité des états financiers de 2016.

La présente lettre d'observations et de recommandations a été soumise au Comité directeur des FORACS OTAN, dont les commentaires officiels ont ensuite été intégrés dans la lettre (appendice à l'annexe 3).

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS**1. ENGAGEMENT DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES DE 2016 POUR UN SERVICE À RECEVOIR EN 2017****Contexte**

1.1 Les autorisations ne sont disponibles pour engagement que pendant l'exercice au titre duquel elles ont été ouvertes (article 24.1 du Règlement financier de l'OTAN (NFR)).

1.2 Les états financiers d'une entité doivent donner une image fidèle de sa situation et de sa performance financières. À cette fin, les opérations et les événements doivent être constatés dans les états financiers de l'exercice auquel ils se rapportent.

Observation

1.3 Le Bureau des FORACS OTAN a fait appel à un contractant pour contrôler la précision des mesures réalisées par les FORACS OTAN. Lancée en 2016, cette revue devrait s'achever en décembre 2017. En août 2016, le Bureau des FORACS OTAN a effectué un paiement anticipé de 96 622 EUR (correspondant au coût estimatif des travaux), et il procédera au règlement final une fois la revue terminée.

1.4 Le Collège a constaté que l'intégralité de l'acompte versé avait été comptabilisé comme une charge dans l'état de l'exécution du budget 2016 et dans l'état de la performance financière, alors qu'au 31 décembre 2016, la revue n'était pas encore terminée. Ainsi, des crédits budgétaires de 2016 ont été utilisés pour financer des travaux qui devaient s'achever en 2017. De ce fait, les charges inscrites dans l'état de la performance financière et les paiements anticipés (actif) ont été respectivement surévaluées et sous-évalués d'un montant que le Collège n'a pas été en mesure de déterminer.

Recommandation

1.5 Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN de ne comptabiliser les charges que lorsque les services ou les biens correspondants ont été reçus, de manière à ce que ses états financiers reflètent fidèlement sa situation et sa performance financières.

2. INSUFFISANCES SIGNIFICATIVES DANS LE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE RENDU FINANCIER

Contexte

2.1 Ainsi que le prévoit le NFR, il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle financier interne et de l'établissement des états financiers conformément au cadre comptable OTAN.

Observations

2.2 Le Collège a relevé les inexactitudes ou les erreurs ci-dessous dans les états financiers.

- a) Depuis 2014, l'un des polygones devait 361 263 EUR au Bureau des FORACS OTAN. Le versement a finalement eu lieu en 2016. Le montant en question n'a cependant pas été enregistré correctement dans les registres comptables : il est resté inscrit dans le grand livre auxiliaire et continuait d'apparaître comme une créance fin 2016. Les actifs et les passifs du Bureau des FORACS OTAN ont dès lors été surévalués à hauteur de ce montant dans l'état de la situation financière.
- b) Le solde du relevé détaillé des sommes à payer ne correspond pas au solde mentionné dans l'état de la situation financière. La différence, résultat net d'une série d'écarts, est de 23 962 EUR. C'est un montant significatif pour le Bureau des FORACS OTAN. Le Collège a interrogé le Bureau des FORACS OTAN à ce sujet, mais, à ce jour, celui-ci n'a pas encore réussi à déterminer l'origine de cette différence.
- c) Les contributions anticipées reçues des pays pour les polygones (1 354 281 EUR) ont été comptabilisées en tant qu'avances dans l'état de la situation financière 2016 alors qu'elles avaient été enregistrées comme sommes à payer en 2015. La nature et les raisons de ce changement de méthode comptable n'ont pas été présentées dans les notes jointes aux états financiers, contrairement à ce que prévoit le cadre comptable OTAN.
- d) Une erreur s'est produite dans la réévaluation des liquidités détenues en devises autres que l'euro, ce qui a entraîné une surévaluation du solde des liquidités à hauteur de 6 945 EUR.
- e) Selon l'état de l'exécution du budget 2016, 4 602 EUR ont été reportés du budget 2014 sur 2016 pour couvrir des dépenses relevant du chapitre 2 mais il n'y a pas eu de report de crédits au titre du chapitre 1. Or l'état de l'exécution du budget 2016 ne mentionne aucune dépense au titre du chapitre 2 et

présente une dépense de 5 512 EUR au titre du chapitre 1 financée sur des crédits de 2014.

- f) Les montants indiqués dans le tableau des flux de trésorerie ne correspondent pas aux soldes mentionnés dans l'état de la situation financière, alors que cela devrait être le cas. Par exemple, le tableau des flux de trésorerie fait état d'une baisse des sommes à payer de 4 439 741 EUR, contre une mention de 6 936 577 EUR dans l'état de la situation financière.
- g) Le Bureau des FORACS OTAN a fait état, sous la rubrique « Autres dettes à court terme », d'un montant de 111 017 EUR, correspondant aux opérations exécutées sur des comptes bancaires du SI de l'OTAN et non sur ceux du Bureau des FORACS OTAN. Le Collège a constaté que deux éléments présentés sous la rubrique « À payer » étaient de même nature et qu'ils auraient dû figurer sous la rubrique « Autres dettes à court terme ». La valeur totale de ces deux éléments est de 4 721 EUR.

Recommandations

2.3 Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN :

- a) de mettre en place des procédures internes solides qui définissent les responsabilités, les exigences et les contrôles associés à l'établissement des états financiers, le but étant de faire en sorte que ceux-ci soient exempts de toute inexactitude significative et de toute autre erreur ou omission ;
- b) de ne faire apparaître dans l'état de la situation financière que les actifs et passifs qui sont assortis des éléments probants nécessaires et de conserver les pièces justificatives à des fins d'audit.

3. REPORT DE CRÉDITS POUR LES SERVICES REÇUS AVANT LA FIN DE L'EXERCICE

Contexte

3.1 L'autorisation qui a été engagée et au titre de laquelle des biens et des services ont été fournis, mais pas encore facturés lorsque l'exercice s'achève, est comptabilisée comme charge à payer, et l'engagement est réduit d'autant (article 25.2 du NFR).

Observation

3.2 Le Collège a constaté que, pour certains des services reçus en 2016 mais non facturés par le contractant avant la fin de l'exercice, le Bureau des FORACS OTAN n'avait pas réduit les engagements avant de les reporter sur 2017. De ce fait, les crédits reportés

ont été surévalués de 5 206 EUR et les charges de 2016 ont été sous-évaluées du même montant dans l'état de l'exécution du budget et dans l'état de la performance financière.

Recommandation

3.3 Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN de procéder à l'examen des engagements non clôturés en fin d'exercice afin de déterminer si le bien ou le service correspondant a été reçu en cours d'exercice et, si tel est le cas, de réduire l'engagement en conséquence et de comptabiliser la charge correspondante.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations et aux recommandations formulées à l'issue d'audits précédents. On en trouvera un récapitulatif dans le tableau ci-dessous.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2017)22, paragraphe 1.3 Recours à un fonds de réserve de gestion contrevenant au NFR Recommandation du Collège Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN de se conformer à l'article 29.3 du NFR et de limiter les avoirs en caisse au minimum requis pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante. Si, néanmoins, le Comité directeur des FORACS OTAN est convaincu de la nécessité d'une telle réserve de gestion, il doit solliciter l'approbation par le Conseil d'une dérogation aux articles 24.2 et 29.3 du NFR.	Cette observation continue de motiver une réserve sur la conformité.	Question restant à régler .
Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2017)22, paragraphe 2.3 Publication tardive des états financiers Recommandation du Collège Le Collège recommande qu'à l'avenir, les états financiers du Bureau des FORACS OTAN soient présentés pour le 31 mars, échéance fixée dans le NFR.	Les états financiers de 2016 ont été publiés dans les délais impartis.	Question réglée .
Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2017)22, paragraphe 3.3 Absence de déclaration sur le contrôle interne Recommandation du Collège Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN de présenter la déclaration sur le contrôle interne, dûment signée, au moment de la publication des états financiers.	Le Bureau des FORACS OTAN a présenté la déclaration sur le contrôle interne, dûment signée, au moment de la publication des états financiers de 2016.	Question réglée .
Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2017)22, paragraphe 4.3 Absence de justificatifs à l'appui du report de crédits budgétaires		

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
Recommandation du Collège Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN de procéder à l'examen des engagements non clôturés en fin d'exercice afin de déterminer s'il faut les reporter sur l'exercice suivant ou les annuler.	Fin 2016, le Bureau des FORACS OTAN a procédé à l'examen des engagements non clôturés, et il les a annulés ou reportés conformément aux dispositions du NFR. Cela étant, le Collège a constaté une surévaluation des reports à l'issue de l'audit de 2016.	Question rendue caduque par l'observation 3 formulée pour l'exercice 2016.
Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2017)22, paragraphe 5.4 Insuffisances significatives dans le contrôle interne du compte rendu financier Recommandations du Collège Le Collège recommande au Bureau des FORACS OTAN : a) de mettre en place des procédures internes solides qui définissent les responsabilités, les exigences et les contrôles associés à l'établissement des états financiers, le but étant de faire en sorte que ceux-ci soient exempts de toute inexactitude significative et de toute autre erreur ou omission ; b) de constater les actifs et passifs monétaires non libellés en euros après les avoir réévalués sur la base des taux de change OTAN officiels en vigueur en fin d'exercice ; c) de ne faire apparaître dans l'état de la situation financière que les actifs et passifs qui sont assortis des éléments probants nécessaires et de conserver les pièces justificatives à des fins d'audit ; d) d'améliorer le contrôle interne du compte rendu financier de manière à être certain que toutes les dépenses sont consignées dans les états financiers.	a) Aucune modification n'a été apportée aux procédures internes en 2016. Cette observation continue de motiver une réserve sur la conformité. b) Il a été procédé en 2016 à une réévaluation sur la base des taux de change. Toutefois, celle-ci n'est pas parfaitement exacte (voir l'observation 2 formulée pour l'exercice 2016). c) Voir les observations 1 et 2 formulées pour l'exercice 2016. d) Voir l'observation 2 formulée pour l'exercice 2016.	Question rendue caduque par l'observation 2 formulée pour l'exercice 2016. Question rendue caduque par l'observation 2 formulée pour l'exercice 2016. Question rendue caduque par l'observation 2 formulée pour l'exercice 2016. Question rendue caduque par l'observation 2 formulée pour l'exercice 2016.
Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2017)22, paragraphe 6.3 Retards importants dans la communication des informations nécessaires pour l'audit Recommandation du Collège Le Collège recommande que le Bureau du contrôle financier du SI lui transmette les informations requises en temps voulu. Pour	Dans le cadre de l'audit de 2016, le Collège n'a pas constaté de retards importants dans la réception des	Question partiellement réglée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
pouvoir respecter ses propres échéances, le Collège se montrera moins souple lors de ses prochains audits.	informations, à l'exception de celles relatives aux sommes à payer (voir l'observation 2).	
Rapport d'audit 2015 IBA-AR(2017)22, paragraphe 7.8 Efforts sur la voie de la conformité avec la version révisée du Règlement financier de l'OTAN, et en particulier avec les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne Recommandations du Collège a) Le Bureau des FORACS OTAN devrait veiller à ce que sa politique de gestion des risques et ses registres des risques tiennent compte des risques liés au compte rendu financier et à la conformité. b) En application des FRP XII, alinéa 3) (e), le Bureau des FORACS OTAN devrait se doter d'un cadre de contrôle interne spécifique pour l'évaluation de son système de contrôle interne, prévue par l'article 12 du NFR. Étant donné que d'autres entités OTAN ont déjà adopté le cadre de contrôle interne du COSO, susceptible d'être utilisé par des entités de toutes tailles, le Bureau des FORACS OTAN devrait envisager d'adopter lui aussi ce cadre. c) En coordination avec le SI, lorsqu'il y a lieu, le Bureau des FORACS OTAN devrait entamer un travail d'évaluation et de consignation par écrit du fonctionnement du système de contrôle interne et des procédures de gestion des risques, afin de se conformer aux articles 11 et 12 du NFR, aux FRP XI et XII et au cadre de contrôle interne qu'il aura choisi. d) Le Bureau des FORACS OTAN devrait veiller, en recourant à l'externalisation si elle est jugée plus intéressante sur le plan financier, à ce que les activités d'audit interne comportent une analyse de la gestion des risques et du contrôle interne dans l'ensemble du Bureau des FORACS OTAN. e) Le Bureau des FORACS OTAN devrait veiller à ce que les crédits budgétaires supplémentaires ne servent qu'à engager les dépenses correspondant à des biens et des services à recevoir pendant l'exercice. Il devrait recourir à des autorisations de programme pour les biens et les services à recevoir au cours d'exercices futurs.	À l'issue de l'audit de 2016, le Collège a constaté qu'aucune modification n'avait été apportée aux procédures relatives au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne.	Question restant à régler.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
Rapport d'audit 2014 IBA-AR(2015)18, paragraphe 2.3 Séparation des tâches – Rapprochements bancaires Recommandation du Collège Le Collège recommande qu'un rapport de rapprochement bancaire soit établi régulièrement, et pas uniquement en fin d'exercice. De plus, le Bureau des FORACS OTAN devrait veiller à ce que la séparation des tâches soit appropriée : les rapprochements bancaires devraient être signés à la fois par le préparateur et par le chef de la trésorerie (ou son adjoint) en sa qualité d'examineur.	Aucun rapprochement bancaire mensuel n'a été effectué en 2016. Cette observation continue de motiver une réserve sur la conformité.	Question restant à régler.

**COMMENTAIRES OFFICIELS DU COMITÉ DIRECTEUR DES FORACS OTAN
CONCERNANT LA LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS**

**OBSERVATION 1 : PARAGRAPHE 1.5
ENGAGEMENT DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES DE 2016 POUR UN SERVICE À
RECEVOIR EN 2017**

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Comité directeur souscrit à la recommandation dans son principe. Soucieuse d'éviter tout risque financier, l'entité qui agissait en qualité d'agent des FORACS OTAN et qui a attribué le contrat en leur nom a demandé que l'intégralité des fonds lui soient transférés avant qu'elle ne signe le contrat.

**OBSERVATION 2 : PARAGRAPHE 2.3
INSUFFISANCES SIGNIFICATIVES DANS LE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE
RENDU FINANCIER**

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Comité directeur souscrit aux recommandations.

**OBSERVATION 3 : PARAGRAPHE 3.3
REPORT DE CRÉDITS POUR LES SERVICES REÇUS AVANT LA FIN DE
L'EXERCICE**

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Bureau du contrôle financier et le Bureau des FORACS OTAN avaient procédé à un examen de tous les engagements non clôturés. Il s'agit dans ce cas précis d'une erreur humaine.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS ANTÉRIEURES

**PARAGRAPHE 1.3
RECOURS À UN FONDS DE RÉSERVE DE GESTION CONTREVENANT AU NFR**

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

À sa réunion du 3 novembre 2017, le Comité directeur des FORACS OTAN a réaffirmé qu'il considérait que la constitution d'une réserve opérationnelle était essentielle au bon fonctionnement du projet FORACS et que tel était le cas

depuis dix ans. Une demande de dérogation à la version révisée du NFR sera introduite.

PARAGRAPHE 2.3
SÉPARATION DES TÂCHES – RAPPROCHEMENTS BANCAIRES

Commentaires officiels du Comité directeur des FORACS OTAN

Le Comité directeur souscrit à la recommandation. L'ERP procède automatiquement et quotidiennement à un rapprochement portant sur la plupart des opérations de trésorerie et fournit un état actualisé des mouvements de trésorerie sans correspondance ainsi que de la date à laquelle ils ont été effectués. Les services du SI procèdent à des rapprochements entre les relevés bancaires et le module de gestion de la trésorerie du système comptable. Par ailleurs, des rapprochements sont mis en place au niveau du grand livre général.

NATO FORACS OFFICE

**FINANCIAL STATEMENTS
Financial Year 2016**

Annexes:

- 1 Statement of financial position
- 2 Statement of financial performance
- 3 Statement of cash flow
- 4 Statement of changes in net assets/equity
- 5 Statement of budget execution
- 6 Explanatory notes to the financial statements



M. PAGE
Project Manager FORACS



S. CHAGNOT
Financial Controller NATO-IS

NATO FORACS OFFICE
Statement of Financial Position

As at 31 December 2016

(in EUR currency)

Notes	Current Year	Prior Year	Variance
	2016	2015	CY - PY
Assets			
Current assets			
Cash and cash equivalents	4,825,084.38	7,324,293.54	-2,499,209.16
Short term investments			0.00
Receivables	847,905.43	1,134,199.98	-286,294.55
Prepayments	1,700.00	11,969.58	-10,269.58
Other current assets			0.00
Inventories			0.00
	5,674,689.81	8,470,463.10	-2,795,773.29
Non-current assets			
Receivables			0.00
Property, plant & equipment			0.00
Intangible assets	796,959.14	25,844.17	771,114.97
	796,959.14	25,844.17	771,114.97
Total assets	6,471,648.95	8,496,307.27	-2,024,658.32
Liabilities			
Current liabilities			
Payables	-244,934.22	-7,181,511.47	6,936,577.25
Deferred revenue	0.00	0.00	0.00
Advances	-2,258,462.00	-760,577.60	-1,497,884.40
Provisions			0.00
Other current liabilities	-2,623,669.80	-47,205.09	-2,576,464.71
	-5,127,066.02	-7,989,294.16	2,862,228.14
Non-current liabilities			
Provisions	0.00	0.00	0.00
Deferred revenue	-796,959.14	-25,844.17	-771,114.97
Other non-current liabilities			0.00
	-796,959.14	-25,844.17	-771,114.97
Total liabilities	-5,924,025.16	-8,015,138.33	2,091,113.17
Surplus/Deficit	0.00		0.00
Retained earnings	-547,623.79	-481,169.24	-66,454.55
Reserves			
Total net assets	-547,623.79	-481,169.24	-66,454.55

NATO FORACS OFFICE
Statement of Financial Performance

As at 31 December 2016

(in EUR currency)

Notes	Current Year	Prior Year	
	2016	2015	Variance
Revenue			
Revenue	-1,001,075.10	-884,893.59	-116,181.51
Financial revenue	-68,714.54	0.00	-68,714.54
Other revenue			0.00
Total revenue	-1,069,789.64	-884,893.59	-184,896.05
Expenses			
Personnel	567,850.86	580,659.09	-12,808.23
Contractual supplies and services	416,747.66	304,234.50	112,513.16
Depreciation and amortization			0.00
Impairment			0.00
Provisions			0.00
Other expenses	0.00	0.00	0.00
Finance costs	85,191.12	0.00	85,191.12
Total expenses	1,069,789.64	884,893.59	184,896.05
Surplus/(Deficit) for the period	0.00	0.00	0.00

NATO FORACS OFFICE Statement of Cash Flow

As at 31 December 2016

(in EUR currency)

Notes	Current Year	Prior Year
	2016	2015
Cash flow from operating activities	2,499,209.46	1,961,153.30
Surplus/(Deficit)		
Non-cash movements	0.00	0.00
Depreciation/ Amortisation		
Impairment		
Increase/(decrease) in payables	4,439,741.29	4,390,377.46
Increase/ (decrease) in other current liabilities	-1,533,316.28	-1,664,441.57
Increase/ (decrease) in provisions		
(Gains)/losses on sale of property, plant and equipment		
Increase/ (decrease) in other current assets	760,845.39	-24,089.69
Decrease/ (Increase) in receivables	-290,216.16	-766,599.79
Increase/ (decrease) in other NON current liabilities	-877,844.78	25,906.89
Net cash flow from operating activities	2,499,209.46	1,961,153.30
Cash flow from investing activities		
Purchase of property plant and equipment / Intangible assets	0.00	0.00
Proceeds from sale of property plant and equipment	0.00	0.00
Net cash flow from investing activities	0.00	0.00
Cash flow from financing activities	0.00	0.00
Net cash flow from financing activities	0.00	0.00
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents	2,499,209.46	1,961,153.30
Cash and cash equivalent at the beginning of the period	7,324,293.54	5,363,140.54
Cash and cash equivalent at the end of the period	4,825,084.38	7,324,293.54

NATO FORACS OFFICE
Statement of Changes in Net Assets/Equity

As at 31 December 2016

(in EUR currency)

	Capital contributions	Reserves	Accumulated surplus/deficit	Total
Balance at the beginning of the period 2014				
Changes in accounting policy				
Restated balance				
Net (gains)/losses recognised directly in net assets/equity			894,978.94	
Exchange difference on translating foreign operations				
Gain on property revaluation				
Surplus/(deficit) for the period				
Change in net assets/equity for the year ended 2015			894,978.94	
Balance at the beginning of the period 2015				
Changes in accounting policy				
Restated balance				
Net (gains)/losses recognised directly in net assets/equity			-66,454.85	
Exchange difference on translating foreign operations				
Gain on property revaluation				
Surplus/(deficit) for the period				
Change in net assets/equity for the year ended 2016			-66,454.85	
Balance at the end of the period 2016				-547,623.79

NATO FORACS OFFICE
Statement of Budget Execution
 As at 31 December 2016

(Amounts in euro)	Initial budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final budget	Commitments	Expenses	Total spent	Carry forward	Lapsed
Budget 2016												
Chapter 1	549,432	1,993,577	2,543,009	-	2,543,009	-	2,543,009		1,529,414	1,529,414		1,013,595
Chapter 2	401,290	-	401,290	-	401,290	-	401,290	28,200	180,633	208,833		192,457
Chapter 3	-	-	-	-	-	-	-		-	-		-
Chapter 4	-	-	-	-	-	-	-		-	-		-
Total	950,722	1,993,577	2,944,299	-	2,944,299	-	2,944,299	28,200	1,710,047	1,738,247	-	1,206,052
Total FY 2016	950,722	1,993,577	2,944,299	-	2,944,299	-	2,944,299	28,200	1,710,047	1,738,247	-	1,206,052
Budget 2015												
Chapter 1	123,067		123,067	-	123,067	-	123,067	9,894	60,281	70,176		52,892
Chapter 2	5,785		5,785	-	5,785	-	5,785	-	5,718	5,718		67
Chapter 3	-		-	-	-	-	-		-	-		-
Total	128,853	-	128,853	-	128,853	-	128,853	9,894	65,999	75,893	-	52,959
Total FY 2015	128,853	-	128,853	-	128,853	-	128,853	9,894	65,999	75,893	-	52,959
Budget 2014												
Chapter 1			-	-	-	-	-		5,512	5,512		(5,512)
Chapter 2	4,602		4,602	-	4,602	-	4,602			-		4,602
Chapter 3			-	-	-	-	-			-		-
Total	4,602	-	4,602	-	4,602	-	4,602	-	5,512	5,512	-	(911)
Total FY 2014	4,602	-	4,602	-	4,602	-	4,602	-	5,512	5,512	-	(911)
Total all budgets	1,084,176	1,993,577	3,077,753	-	3,077,753	-	3,077,753	38,095	1,781,558	1,819,653	-	1,258,100

**EXPLANATORY NOTES TO NATO FORACS OFFICE
2016 FINANCIAL STATEMENTS****NOTE 1: GENERAL INFORMATION**

FORACS' mission is to measure the bearing, range, position and heading accuracy of sensors and navigation systems and to provide communications systems and interoperability testing in surface ships, submarines and maritime aircraft to satisfy national requirements and to meet NATO material readiness standards.

The NATO FORACS Memorandum of Understanding was signed in 1974 by seven NATO nations: Denmark, Germany, Greece, Italy, Norway, the United Kingdom and the United States. In September 1994, Canada became the eighth signatory.

Three NATO FORACS (Naval Forces Sensor and Weapons Accuracy Check Sites) test ranges were authorized under the management of a NATO FORACS Steering Committee (NFSC).

NATO FORACS Office (NFO) was established at NATO Headquarters in January 1977. This office provides technical direction for the project, quality control over test procedures, and maintains a data bank of test results for national summary reports.

NATO FORACS Norway (NFN) began routine testing in 1978.

NATO FORACS Greece (NFG) was opened for routine operation in 1985.

In 1994 the US FORACS range at AUTECH (Atlantic Underwater Test and Evaluation Center) became an affiliated NATO FORACS test range called NATO FORACS AUTECH (NFA).

Nations maintain oversight of the project through the NATO FORACS Steering Committee. The Steering Committee executes its responsibility through an executive Project Manager at the NFO in Brussels.

Normal operations and maintenance of NATO FORACS activities are funded by the member nations on a cost-sharing basis. Non-member nations utilize the resources and capabilities based on a calculated 'day rate' for services. Fixed facilities and capital costs are commonly funded through the NATO Security Investment Programme (NSIP). NATO International Staff Financial Control provides accounting and budgeting for the NATO FORACS Office and handles annual calls to nations to fund operations for the Project.

These financial statements relate only to the NATO FORACS Office (NFO). The three NATO FORACS ranges (NFA, NFG and NFN) are responsible for executing their own budgets and issuing their own financial statements under their national budgeting and financial rules.

NATO FORACS conducts tests for eight Alliance nations in response to NATO's tasking to provide mission capable platforms. This testing also supports Nation's acquisition and upgrade programmes testing ship, submarine and maritime aircraft. Having systems in ships, submarines and maritime aircraft aligned and calibrated to the same common reference and to clearly defined accuracy standards aligns with the Connected Forces Initiative and improves interoperability of maritime systems within and between nations. In 2013, FORACS adopted a strategic tag line: *Operational Confidence Through Accuracy*

The NATO FORACS Project continues to demonstrate a quality management culture based on ISO 9001:2008 and in 2014 achieved recertification for a further three years. Routine internal and external annual audits took place in 2016.

NOTE 2: ACCOUNTING POLICIES

The principal accounting policies adopted in the preparation of these financial statements are set out below.

Declaration of Conformity

The NFO financial statements have been prepared in accordance with NATO Financial Regulations (NFR), the Financial Rules and Procedures (FRP) and the NATO Accounting Framework, which is an adapted version of the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Basis of Preparation

These financial statements relate only to the NATO FORACS Office (NFO).

These financial statements have been prepared on a going-concern basis. The assumption is that NFO is a going concern and will continue in operation and meet its objectives and obligations for the foreseeable future.

The financial year is from 1 January to 31 December.

The amounts shown in these financial statements are presented in EUR

FORACS applied IPSAS 9 Revenue from exchange transactions and IPSAS 23 Revenue from non-exchange transactions.

The following IPSAS have no material effect on the 2016 NFO financial statements:

IPSAS 5: Borrowing Costs

IPSAS 6: Consolidated and Separate Financial Statements

IPSAS 7: Investments in Associates.

IPSAS 8: Interests in Joint Ventures

IPSAS 10: Financial Reporting in Hyperinflationary Economies

IPSAS 11: Construction Contracts

IPSAS 16: Investment Property

IPSAS 21: Impairment of non-cash generating assets

IPSAS 26: Impairment of Cash-Generating Assets

IPSAS 27: Agriculture

IPSAS 32: Service Concession Arrangements: Grantor

Changes in accounting policy

None to report.

Reclassification of Financial Statements of Previous Years

None to report.

Use of Estimates

In accordance with generally accepted accounting principles, the financial statements include amounts based on estimates and assumptions by management, according to the most reliable information available, judgement and assumptions. Estimates include accrued revenue and expenses. Actual results could differ from those estimates. Changes in estimates are reflected in the period in which they become known.

Foreign Currency Transactions

The NFO's budget is authorized and managed in EUR so the contribution calls are made in EUR. Foreign currency transactions as required are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the date of the transactions. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies were converted into EUR using the NATO rates of exchange that were applicable at 31 December 2016.

Realised and unrealised gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the Statement of Financial Performance.

NFO does not have any unrealised gains or losses resulting from the translation of statements.

Financial Risks

NFO uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash, bank accounts and deposit accounts.

All the financial instruments are recognised in the statement of financial position at their fair value.

The organisation is exposed to a variety of financial risks, including foreign exchange risk, credit risk, currency risk, liquidity risk and interest rate risk.

a. Foreign currency exchange risk

The exposure to foreign currency risk is limited as the vast majority of NFO's expenditures are made in EUR, the currency of its budget. The current bank accounts are held in EUR.

b. Credit risk

NFO incurs credit risks from cash and cash equivalent held with banks and from receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2016 is equal to the total amount of bank balances, short term deposits and receivables. There is very limited credit risk associated with the realization of these elements.

Concerning cash and cash equivalent NFO credit risk is managed by holding current bank accounts and short term highly liquid deposits that are readily convertible to a known amount of cash held with ING Bank (Belgium) which has the following short term credit ratings:

ING Bank Credit Ratings as at 07/02/2017

	Fitch	Moody's	S&P
Short term	F1	NA	A2

The NFO outstanding accounts receivable are managed by maintaining control procedures over receivables. Most cash receivables are due from NATO member nations, which are considered credit worthy.

c. Liquidity risk

The liquidity risk, also referred to as funding risk, is based on the assessment as to whether the Organisation will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. A liquidity risk could arise from a short term liquidity requirement. There is a very limited exposure to liquidity risk because of the funding mechanism which guarantees contributions in relation to the approved budgets. Some limited risk could be due to the inaccuracy of budget forecasts. However, past history shows that this process results in surpluses and the budgetary rules provide for revised budgets.

d. Interest rate risk

Except for certain cash and cash equivalent balances, NFO's financial assets and liabilities do not have associated interest rates. NFO is restricted from entering into borrowings and investments, and, therefore, there is an insignificant interest rate risk. Interest earned is not a budgetary resource but contributes to the surplus owed to Nations.

Current Assets

a. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash in hand, deposits held with banks, and other short term highly liquid investments.

b. Funds managed for third parties

Funds managed on behalf of third parties are held in cash and are presented as a liability. They are accounted for when cash is effectively received. They are represented as a separate item in the cash flow statement of the entity in order to avoid any confusion.

c. Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

Contributions receivable are recognised when a call for contribution has been issued to the funding nations. No allowance for loss is recorded with respect to Member countries' assessed contributions receivable.

d. Prepayments

A prepayment is a payment in advance of the period to which it pertains and is mainly in respect of an advance payment made to a third party.

e. Inventories

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 12 Inventories. It is described as follows:

Control of NATO Inventories was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

Criteria that may indicate control of an asset
The act of purchasing the asset carried out (or resulted from instructions given) by the NATO Reporting Entity.
The legal title is in the name of the NATO Reporting Entity.
The asset is physically located on the premises or locations used by the NATO Reporting Entity.
The asset is physically used by staff employed by the NATO Reporting Entity or staff working under the NATO Reporting Entity's instructions.
The fact that the NATO Reporting Entity can decide on an alternative use of the asset.
The fact that the NATO Reporting Entity can decide to sell or to dispose the asset.
The fact that the NATO Reporting Entity, if it has to remove or destroy the asset, can take the decision to replace it.
The fact that a representative of the NATO Reporting Entity regularly inspects the asset to determine its current condition.
The fact that the asset is used in achieving the objectives of the NATO Reporting Entity.
The fact that the asset will be retained by the NATO Reporting Entity at the end of the activity.

Capitalisation thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Basis
Consumables	€50,000	Per location/warehouse
Spare Parts	€50,000	Per location/warehouse
Ammunition	€50,000	Per location/warehouse
Strategic stocks	€50,000	Per location/warehouse

Slow moving inventory – Assuming turnover of stock is over a 12 month period, any items not used over a 36 month period will be deemed to be slow moving.

Strategic stock – Some complex elements of slow moving stock can be identified as strategic if they are deemed essential to the effective operation of an asset and cannot be readily replaced by commercial off the shelf items or cannot be purchased due to market decisions to close production lines of key inventory items due to the advanced age of the strategic asset to which the stock relates

NFO will capitalise inventory which it controls in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of inventory, only the end-user entity will report the inventory in its financial statements, based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

NFO will include transportation costs involved in bringing the inventories to their present location and condition in the initial valuation of inventory. These costs will be measured on the actual cost of transportation per item of inventory or by using an apportionment of the global transportation costs of bringing the inventories to their present location and condition across all inventory items in the period. Transportation costs involved in the subsequent movement of inventory which brings them into operational use will not be included in the value of inventory. The method of measuring these costs will be disclosed.

NFO may consider inventory acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

For inventory held prior to 1 January 2013, and not previously recognized as an asset, NFO will provide a brief description of inventory held within their inventory recording systems in the notes to the financial statements. Such disclosure will include as a minimum the types of inventories held, locations where inventories are held and the approximate number of items held per asset category. Where this adaptation conflicts with another requirement of IPSAS this adaptation shall apply. For the remainder, IPSAS 12 shall apply.

NFO assesses inventories under IPSAS 12. The outcome of this assessment is that the value of the inventories is immaterial both in value and in terms of the nature of the items held. Consequently, inventory is fully expensed on receipt. The materiality will be assessed each year.

In consideration of the above thresholds, the NFO currently has no inventory.

Non-Current Assets - Fixed Assets (Property, Plant & Equipment)

a. Property, Plant & Equipment

In February of 2013 Council decided to adapt a number of IPSAS standards to better suit the specific requirements of the Alliance (C-M(2013)0006). The adaptations were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, among which were specific items addressing IPSAS 17 PPE.

Control of NATO PPE was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

Capitalisation thresholds relevant to the financial statement are as follow:

Category	Threshold	Depreciation life	Method
Land	€200,000	N/A	N/A
Buildings	€200,000	40 years	Straight line
Other infrastructure	€200,000	40 years	Straight line
Installed equipment	€ 30,000	10 years	Straight line
Machinery	€ 30,000	10 years	Straight line
Vehicles	€ 10,000	5 years	Straight line
Aircraft	€200,000	Dependent on type	Straight line
Vessels	€200,000	Dependent on type	Straight line
Mission equipment	€ 50,000	3 years	Straight line
Furniture	€ 30,000	10 years	Straight line
Communications	€ 50,000	3 years	Straight line
Automated information systems	€ 50,000	3 years	Straight line

NATO FORACS considers PPE acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed. However, existing accounting policies will continue to be applied for any PPE assets already capitalized prior to 1 January 2013. For PPE upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification will be capitalized.

In consideration of the above thresholds, the NFO currently has no PPE.

b. Intangible assets

As mentioned above, NATO's adaptations of IPSAS were spelled out in C-M(2013)0039 of July 2013, which included IPSAS 31 Intangible Assets. It is described as follows:

Control of NATO Intangible Assets was refined with a set of 10 criteria to be used in assessing the level of control of an asset – they are the same as mentioned above under Inventory. A positive response on six of the criteria will lead to the asset being capitalised in the Financial Statements if it is above the capitalisation threshold. This is applied from January, 2013.

NATO Intangible Assets Capitalisation Thresholds - the NATO FORACS will capitalise each intangible asset item above the following agreed NATO thresholds:

Category	Threshold	Depreciation life	Method
Computer software (commercial off the shelf)	€50,000	4 years	Straight line
Computer software (bespoke)	€50,000	10 years	Straight line
Computer database	€50,000	4 years	Straight line
Integrated system	€50,000	4 years	Straight line

FORACS will capitalise all controlled intangible assets above the NATO Intangible Asset Capitalisation Threshold. For anything below the threshold, the NATO FORACS will have the flexibility to expense specific items.

FORACS will capitalise integrated systems and include research, development, implementation and can include both software and hardware elements. But FORACS will not capitalise the following types of intangible assets in their financial statements:

- rights of use (air, land and water);
- landing rights;
- airport gates and slots;
- historical documents; and,
- publications

FORACS will capitalise other types of intangible assets acquired after 1 January 2013 including:

- Copyright
- Intellectual Property Rights
- Software development

FORACS may consider Intangible Assets acquired prior to 1 January 2013 as fully expensed.

FORACS will report controlled Intangible assets in its financial statements. Where there is a conflict between more than one NATO Reporting Entity as to the control of intangible assets, only the end-use entity will capitalise the intangible asset in its financial statements based on reliable information provided by the NATO services provider entity as defined in individual agreements between the two entities.

For intangible assets held prior to the 1 January 2013, and not previously recognized as an asset, FORACS will provide a brief description of intangible assets held in its intangible asset recording systems in the notes to the financial statements. Such disclosure will include as a minimum the

types of intangible held, locations where intangible assets are held and the approximate number of items held per asset category.

If an intangible asset is upgraded after 1 January 2013, only the portion related to the modification will be capitalised.

Where this adaptation conflicts with another requirement of IPSAS this adaptation will apply. For the remainder, IPSAS 31 shall apply. This adaptation is effective for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

In 2015, the NFO has initiated a replacement of a software required for its operations.

Current Liabilities

a. Payables

Payables are amounts due to third parties, based on goods received or services provided that remain unpaid. These include estimates of accrued obligations to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

b. Advances and unearned revenue

Advances are contributions received related to future year's budgets.

Unearned revenue represents participating nations contributions which have been called for current budgets but that have not yet been recognised as revenue in the absence of any related budgetary expenditure.

c. Other Current Liabilities

Amounts corresponding to the current year budgetary surplus (lapsed credits + net interests + miscellaneous income) are considered a liability towards the contributing nations. The settlement does not follow the normal accounts payable process, since the standard approach is to return them to contributing nations via a deduction of the following year's call for budget contributions. This liability is therefore classified under Other Current Liabilities.

This item may include other liabilities that do not result from the standard procure to pay process, such as miscellaneous transactions to be regularized between entities managed by the IS Office of Financial Control.

Non-Current Liabilities

The long term unearned revenue is unearned revenue in relation to net carrying amounts of Property, Plant and Equipment and intangible assets. Revenue is recognised over the estimated life cycle of the Property, plant and equipment and the intangible assets.

NET ASSETS

Net Assets correspond to FORACS' Project Accumulated Surplus. Project Accumulated Surplus relates to funds resulting from past years contributions by FORACS member Nations in excess of budget execution that the Steering Committee decided not to redistribute to the member nations but keep for the needs of FORACS. It is held at the direction of the Steering Committee.

Revenue Recognition

Revenue comprises contributions from Member Nations and amounts due by beneficiaries of services provided by the FORACS ranges.

Revenue is recognised to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognises a liability until the condition is fulfilled.

Contributions to be called from Member nations, based on the budget they approved, are initially recorded as unearned revenue liabilities. They are recognised as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned in the approved Budget.

Transformational adjustments were made in calculating earned revenue and expenses in the Statement of Financial Performance.

Segment Reporting

A segment is a distinguishable activity or group of activities for which it is appropriate to separately report financial information. There is no segment in NFO.

Statement of Financial Position**NOTE 3: CASH AND CASH EQUIVALENTS**

The current bank accounts are held in EUR. Deposits are held in interest-bearing bank accounts, immediately available.

in EUR	2016	2015
NFO	3,108,383.36	3,063,956.98
Petty Cash	350.18	350.67
TOTAL	3,108,733.54	3,064,307.65

NOTE 4: FUNDS MANAGED FOR THIRD PARTIES

The NATO-IS Office of Financial Control holds funds, in cash, contributed to the NFG, NFA and, since 2013, NFN budgets. These bank accounts are controlled by IS Office of Financial Control, in the context of the management of FORACS financial operations, thus the closing balances are reported in the NFO's financial statements. Upon request of the Range Managers, funds are transferred to the Greek, US and Norwegian officials respectively, under the supervision of the Range Managers to execute their budget following their national rules.

The breakdown is as follows.

in EUR	2016	2015
NFA	20,370.56	1,702,569.04
NFA short term deposit	815,817.26	0.00
NFG	645,080.73	666,265.99
NFN	235,082.79	1,891,150.86
TOTAL	1,716,350.84	4,259,985.89

NOTE 5: ACCOUNTS RECEIVABLE

Receivables (in EUR)	2016
Budgetary contributions	838,683.82
Advances to staff	9,221.61
Total	847,905.43

Contributions receivable are funds requested from the nations to finance the current and following year budgets of all the FORACS components. There is normally only one call for contribution, issued during the summer period. As directed by the Steering Committee, the call includes approximately 20% of the current year's budget credits and an advance of approximately 80% for next financial year.

Salary advances to staff are governed by the NATO Civilian Personnel Regulations.

NOTE 6: PREPAYMENTS

Corresponds to services to be delivered in the following years (typically advances on education allowances, travel expenses).

NOTE 7: INVENTORIES

Nothing to report, inventories are not considered material.

NOTE 8: NON CURRENT ASSETS

FORACS intends to replace by end 2018 the data recording and analysis software used for its operations. To this effect, end 2015, a contract was signed with the NATO Communications and Information Agency in a total amount of EUR 1,558,500 which constitutes the main commitment related to this project.

(amounts in EUR)	Carrying Amount end 2014	Additions	Disposals	Depreciation	Other Changes	Carrying Amount end 2015
Software	0	25,844				25,844
TOTAL FORACS	0	25,844	0	0	0	25,844

(amounts in EUR)	Carrying Amount end 2015	Additions	Disposals	Depreciation	Other Changes	Carrying Amount end 2016
Software	25,844	771,115				796,959
TOTAL FORACS	25,844	771,115	0	0	0	796,959

NOTE 9: ACCOUNTS PAYABLES

Payables and accrued expenses may be to commercial suppliers, staff, other NATO bodies, FORACS member Nations or other FORACS entities.

Payable to suppliers relates to goods and services for which an invoice has been received, checked, and queued for payment but for which payment was still pending at year-end.

Accrued expenses correspond to the estimated accrual obligation to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

Payables (in EUR)	2016
Suppliers	7,849.91
Personnel	3.90
Other FORACS entities	63,012.81
Member Nations	174,028.48
Accruals	39.12
Total	244,934.22

Payable to Nations

A payable of EUR 174,028.42 is in relation to reimbursable salaries and represents the amount due to the United States (US) for a civilian staff member who was previously employed by FORACS but paid directly by the US government. This amount remains to be regularised.

Payables to other FORACS entities

Payables to NFA, NFG and NFN are amounts previously called by the NATO-IS Office of Financial Control and due to the related ranges in order to fund their respective budgets and for which a decision to transfer the funds has been taken and payment is pending.

NOTE 10: DEFERRED REVENUE**Unearned Revenue**

This item is limited to NFO since it is the only FORACS entity over which the IS OFC exercises budget control.

Unearned revenue corresponds to NFO contributions called for the current year budget or before (received or receivable) that NFO intends to use for its initial purpose, but for which corresponding expenditures will be incurred after the reporting period. If the funds are not spent by the end of the second year following the year for which they were approved, these funds will lapse unless a specific decision is taken by member nations for a further carry-forward.

NOTE 11: ADVANCES

The standard call for contribution process includes an advance on the following year's budgets for all FORACS components. The FORACS components may in turn request that part or all of the advances be transferred to them. The amounts called as advances and the net situation of advances at year end was the following.

Advances called (in EUR)	2016
NFO	904,180.80
NFA	1,338,583.76
NFG	896,720.00
NFN	1,647,962.61
TOTAL	4,787,447.17

Advances status (in EUR)	2016
NFO	904,180.80
NFA	793,831.00
NFG	560,450.00
NFN	-
TOTAL	2,258,461.80

NOTE 12: SHORT TERM PROVISIONS

There are no short term provisions.

NOTE 13: OTHER CURRENT LIABILITIES

Amounts corresponding to the current year budgetary surplus of NFO (lapsed credits + net interests + miscellaneous income) are considered a liability towards the contributing nations. The settlement does not follow the normal accounts payable process, since the standard approach is to return them to contributing nations via a deduction of the following year's call for budget contributions. Up to now, the standard practice of the FORACS Steering Committee has been to use these amounts to fund the NFO supplementary budget or to add them to the Project Accumulated Surplus (see note on Net Assets).

Current Year Budget Surplus NFO (in EUR)	2016
Lapsed Appropriations	1,258,100.93
Net Financial Income	- 81,338.55
Miscellaneous Income	203,862.65
Total Surplus Current Year NFO	1,380,625.03

A net amount of EUR 543,795.86 corresponds to amounts previously called by the NATO-IS Office of Financial Control for NFA, NFG and NFN, due to the related ranges in order to fund their respective current and previous budgets, and to funds transferred back from the ranges in relation to their own budget execution.

In addition, for 2016, an amount of EUR 111,017.00 consisted essentially of transactions relating to NFO and funded and allocated in accordance with its budget but which were executed in the NATO International Staff bank accounts during 2015 and 2016. Therefore they were treated as inter entity transactions, as both these NATO entities are controlled by the OFC accounting system (automatically picked-up by the ERP). These transactions are pending regularisation.

NOTE 14: NON CURRENT LIABILITIES AND LONG TERM UNEARNED REVENUE

The long term unearned revenue is unearned revenue in relation to net carrying amounts of Property, Plant and Equipment and intangible assets. Revenue is recognised over the estimated life cycle of the Property, plant and equipment and the intangible assets.

NOTE 15: NET ASSETS

Net Assets correspond to FORACS' Project Accumulated Surplus.

Project Accumulated Surplus relates to funds resulting from past contributions by FORACS member Nations in excess of budget execution that the Steering Committee decided not to redistribute to the member nations but keep for the needs of FORACS. It is held at the direction of the Steering Committee essentially in the case of emergency funding needs for the Project and also for reallocation among NATO FORACS entities when the Steering Committee approves their supplementary budgets. It originates from previous years' budgetary and financial operations of the various NATO FORACS entities. A substantial proportion of the Project Accumulated Surplus will be used to fund the upgrade of the IT system used by FORACS for its operations.

Statement of Financial Performance**NOTE 16: REVENUE**

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. The non-exchange revenue is matched with the expenses stemming from budget execution.

Contributions, when called, are booked as an Unearned Revenue and subsequently recognized as Revenue when it is earned.

NOTE 17: EXPENSES**Wages, Salaries and Employee Benefits**

The personnel costs include all civilian personnel expenses as well as other non-salary related expenses, in support of funded activities. They also include expenses for salaries and emoluments for approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation and removal, and for contracted consultants and training.

Supplies and Consumables Used

This item also includes expenses attributed to Capital Expenses from a budget perspective, if they do not meet the criteria of PPE or Intangible Assets.

NOTE 18: BUDGET INFORMATION**NATO FORACS Office Budget**

Presently, the NATO FORACS Budgets are not publicly available.

The actual amounts referred to by IPSAS 24 ("amounts that result from execution of the budget") are considered to be the commitment of credits.

Presentation of budget information in the financial statements

In the present financial statements budget information is limited to NFO since it is the only entity over which the IS OFC exercises budget control.

The NFO budget classification is based on the economic nature of the expenses broken down into three chapters as follows:

Chapter I : Personnel Expenses
Chapter II: Operating Expenses
Chapter III : Capital Costs

The NFO Budget is prepared for the same period (1 January to 31 December). These financial statements also include non-budgetary transactions related to NFA, NFG and NFN.

Changes to the budgetary regulations were introduced by the North Atlantic Council in 2015 in approving a new set of NATO Financial Regulations. The new NATO Financial Regulations were made applicable to the 2015 budget year as from 1 May 2015. They have in particular instilled an accruals based approach to budget preparation and budget execution, whereas before the approach was largely commitment and cash based.

Despite a stronger emphasis on the principle of annual budgets, the approved and executed budget cannot be considered as accruals-based, since the new regulations allow for a number of exceptions, such as carrying forward commitments for goods and services that were expected to be delivered in the course of the year but for various reasons were not, or authority given to the member Nations to allow for special carry forward of appropriations unused at year-end.

The budget execution for 2015 may contain flaws since (a) the budget was prepared and approved in 2014 before the new Financial Regulations were formally approved and (b) two sets of regulations were in force during 2015, with the new ones as from 1 May 2015. In addition, commitments that were carried-forward from previous years into 2015 had been approved and were executed in accordance with the old rules.

The NFO budget is prepared and executed as follows:

- 1) The commitment of appropriations is the advance acceptance and recording of the financial consequence resulting from a legal obligation incurred during the financial year. As a consequence appropriations are allocated, and commitments are approved, for goods, services and works to be delivered at a later stage. Commitments are settled when the service is rendered or goods delivered as is the case for expenses under accrual accounting.
- 2) Unliquidated commitments are carried forward and added to the budget of the following financial year in relation to an existing legal commitment or if a special agreement is given by the Steering Committee. They correspond to services not received or goods not delivered, at year-end, for specific circumstances. Outstanding commitments can be carried forward for two years. As a consequence, the services or goods received may relate to a commitment of appropriations from previous years' budgets. The carry-forward should be justified by a reason for which the services or goods could not be received in the course of the year. In addition, in accordance with Financial Regulations, member Nations may agree to a further carry-forward of commitments that were already carried forward twice.
- 3) Commitments, because they are an advance acceptance, and because payments cannot be made above approved appropriations levels, typically include an estimation factor and are (if only slightly) higher than the actual amount eventually paid. This results in commitments being higher than the actual expenses and in appropriations eventually lapsing.

- 4) Commitments are only made in respect of expenses relating to the initial purpose of the commitment. Commitments for capital expenditures are normally made in the year during which the purchase order is issued. In accrual accounting, the related costs would not appear in the Statement of Financial Performance but in the Balance Sheet and only upon reception of the works, goods or services. Conversely, there is no budgetary commitment of appropriations for non-cash flow transactions such as capital depreciation or provisions which would normally appear in the Statement of Financial Performance under accrual accounting.
- 5) On an exceptional basis, the Steering Committee may approve the carry-forward of credits without any prior legal commitment, for instance for projects at their initiation stage or planned expenditures. In accrual accounting there would be no expense recorded.
- 6) The balance of unused budgetary appropriations (not committed) lapses and is returned to Contributing Nations at year-end. Lapses may include cases where a project was eventually not completed or started, and therefore lead to no expense.

Budget approval

The way in which NFO deals with budget approvals is as follows. Every year, a basic budget is requested in order to provide contributors with a stable level of contribution and a significant amount is planned for under the supplementary budget.

The 2016 NFO Budget authorization was initially approved at 950,722.00 (BA1 in the Table at Annex 5). A supplementary budget was approved in the amount of EUR 1,993,573.55, bringing the total 2016 NFO budget to EUR 2,944,298.55 (BA2 in the Table at Annex 5). In 2016, the supplementary budget usage was projected to cover mainly the development of specific software.

Budget execution

The NFO budget execution for the current and previous year is shown at Annex 5 and Annex 6 respectively, which compares the budget's authorized appropriations and the actual amounts committed and expended.

Credits are transferred under the authority delegated to the NATO-IS Financial Controller by the NATO Financial Regulations and Financial Rules and Procedures.

amounts in EUR	2016
Total Expenditure Statement of Financial Performance	1,069,789.64
PP&E Acquisition, and Depreciation	796,959.14
Financial Costs	- 85,191.12
Miscellaneous (Income)	-
Budget Execution Total Expenses	1,781,557.66

Reconciliation between NFO Budget and Calls for Contributions

The funding of the NFO budget is made of an advance call and a call for contributions, carried over credits, the previous year's surplus, and on occasion, as directed by the Steering Committee, a contribution from the Project's Accumulated Surplus and/or a transfer from another FORACS entity.

One call for contributions is issued every year which includes an advance concerning the budget of the following year and the remainder concerning the current year's budget (i.e. current year budget

minus advance called during the previous year and any other adjustments among the FORACS entities).

The table below reconciles the approved budget and the sources of funding.

amounts in EUR	2016	2015
Initial Budget	950,722.00	977,029.00
Supplementary Budget	1,993,576.55	1,998,256.00
Total Annual Budget	2,944,298.55	2,975,285.00
Advance called previous year	760,578.00	781,623.20
Call in current year	190,144.00	195,405.80
Total Cash Calls	950,722.00	977,029.00
Use of Previous Year's Surplus	2,054,102.76	802,511.00
Use of Project Accumulated Surplus	-	1,053,186.00
Transfer from (to) other FORACS entities	- 60,526.21	142,559.00
Other Funding Sources	1,993,576.55	1,998,256.00
Total Funding	2,944,298.55	2,975,285.00

NOTE 19: WRITE-OFFS

Nothing to report.

NOTE 20: LEASES

NFO does not have any financial leases.

NOTE 21: RESTRICTIONS ON FIXED ASSETS

There are no restrictions on fixed assets.

NOTE 22: CONTINGENT LIABILITIES

There have been no contingent liabilities identified that would be expected to result in a material obligation.

NOTE 23: CONTINGENT ASSETS

Nothing to report.

NOTE 24: EMPLOYEE DISCLOSURE

Accounting for employee benefits is accounting for any liability in relation to all forms of consideration given by an entity in exchange of service rendered by employees.

It should be noted that the NATO-IS is managing centrally three pension programs, namely the Defined Benefit Pension Scheme (DBS), the Provident Fund and the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) as well as the Retiree Medical Claims Fund (RMCF), covering staff employed by all NATO bodies. NATO wide financial statements are issued by NATO-IS Office of Financial Control for the three Pension Schemes and the RMCF, therefore, no related assets or liabilities are recognised in these financial statements.

At December 31, 2016, NFO had an approved Personnel Establishment of 4 positions funded by the FORACS budget (4 at year-end 2015).

At December 31, 2016 two staff members participated in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) administered by NATO. The DCPS provides that the NFO budget makes a 12 percent monthly matching contribution to the staff members' contributions for current service. Two other employees participated in NATO's Defined Benefit Pension Scheme (DBPS): a deduction of 9.5% of their salaries is made and contributed to the annual financing of this Plan. In addition, the NFO budget makes a monthly matching contribution of 19% to the DBPS. Consequently, the NFO has neither DBPS nor DCPS liabilities for its staff members. These contributions are expensed during the year in which the services are rendered and represent the total pension obligation of the entity.

Untaken leave by NFO staff is not considered material.

NOTE 25: KEY MANAGEMENT PERSONNEL AND RELATED PARTIES

The NATO FORACS Steering Committee (one representative per member nation) is the governing body of the NFO and of the NFG, NFN and NFA. Therefore for the purpose of IPSAS 20 the latter are considered related parties. Steering Committee members are nominated by their respective National Authorities. They are paid on the basis of applicable National pay scales. The Steering Committee members do not receive from NATO any additional remuneration for Steering Committee responsibilities or access to benefits.

The key management personnel of the NFO consists of the Project Manager. The Project Manager is responsible for the overall operational management of FORACS. The Project Manager reviews the three range's budgets, proposed by the range managers, and proposes all four budgets to the Steering Committee for approval. The three sites are managed operationally by range managers, each nominated by the participating nation where the site is located.

There are no other remuneration or benefits to key management personnel or their family members.

NOTE 26: RELATED PARTIES

In reviewing the four budgets on an annual basis, the Steering Committee determines the budgetary credits for the initial and the supplementary budgets. It is in this context that funds are called and held in cash or cash equivalents by the NATO-IS Office of Financial Control to finance three other NATO FORACS budgets, namely NATO FORACS Greece, NATO FORACS AUTECH and NATO FORACS Norway. For more effective cash management purposes, the Steering Committee approved the call procedure whereby funds pertaining to NFG, NFA and NFN are transferred into accounts at NATO Headquarters. These bank accounts are controlled by NFO, thus the closing balances are reported in the NFO's financial statements. Upon request of the Range Managers, funds are transferred to the Greek, US and Norwegian officials respectively, under the supervision of the Range Managers to execute their budget following their national rules.

The surplus of the various NATO FORACS entities is held at NATO HQ on NFO bank account and used by the Steering Committee for reallocation when their supplementary budgets are approved. These funds are not controlled by the NFO Project Manager. This information is provided to the Steering Committee to enable it to implement its supplementary budget authorisations.

Key management personnel have no significant party relationships that could affect the operation of the NATO FORACS Office.

In 2016, NATO International Staff charged NFO an amount of EUR 43,421.16 for administrative support costs (EUR 43,031 in 2015) and EUR 9,723.20 for common operating costs (EUR 10,432.05 in 2015). In addition, the International Staff charges annual rent for office space occupied in Building Z (EUR 12,969.07 in 2016 and 2015).

* * * * *

List of acronyms:

AUTEC	Atlantic Underwater Test and Evaluation Center
BC	Budget Committee
DI	Defence Investment Division (NATO International Staff)
FORACS	Naval Forces Sensor and Weapon Accuracy Check Sites
IPSAS	International Public Sector Accounting Standards
IS	International Staff
MOU	Memorandum of Understanding
NCIA	NATO Communication and Information Agency
NSPA	NATO Support Agency
NNAG	NATO Naval Armaments Group
NFA	NATO FORACS AUTEC
NFG	NATO FORACS Greece
NFN	NATO FORACS Norway
NFO	NATO FORACS Office
NFSC	NATO FORACS Steering Committee
PPE	Property, Plant and Equipment